

ALGÉRIE-ESPAGNE

**Le président du Gouvernement espagnol en visite officielle en Algérie**

P. 14

POLITIQUE - MÉDIAS

**Le mensuel Afrique-Asie évoque un "grand retour" de l'Algérie sur la scène internationale**

P. 24

ONU-HCR-AFRIQUE

**L'Algérie plaide pour le renforcement des capacités humanitaires de l'Afrique**

P. 14

DÉBUT DE LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE SUR LE PROJET D'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

## 21 jours pour convaincre

Toutes les conditions de "transparence et impartialité" ont été réunies, pour cette campagne qui sera marquée par des actions de sensibilisation sur l'importance de cette consultation populaire devant jeter les bases d'un "Etat moderne au service du citoyen". Le temps de parole réservé aux intervenants dans les médias audiovisuels publics a été défini par l'ANIE, en coordination avec l'Autorité de régulation de l'audio-visuel (ARAV). La campagne référendaire peut-être menée, aussi, par voie d'affichage, de distribution de dépliants, de correspondances et de tous les moyens écrits ou électroniques. A l'étranger, l'affichage se fait aux sièges des représentations diplomatiques et consulaires. Le président de l'ANIE a indiqué récemment que le corps électoral compte actuellement 24.111.081 électeurs, estimant qu'il enregistrera, après révision, entre 500.000 à 600.000 nouveaux inscrits, ajoutant que le nombre de citoyens enregistrés via la plate-forme numérique a atteint 58.628 inscrits, alors que 33.280 autres ont été radiés des listes électorales. Le projet de l'amendement de la Constitution, élaboré par un groupe d'experts en Droit constitutionnel, sur la base de 5.018 propositions d'amendement émanant de différentes franges de la société, de personnalités nationales et de forces politiques, a été adopté le 6 septembre en Conseil des ministres, avant de recevoir l'approbation des deux chambres du Parlement, successivement le 10 et le 12 du même mois.

P. 3

DKnews/APS



### ÉCOLES PRIVÉES

**"Accord ministériel conjoint organisant le travail des écoles privées"**

P. 4

ALIMENTATION EN GAZ

**Le taux de couverture en gaz naturel à 62 % au niveau national**

P. 4

INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE ET ÉLECTROMÉNAGÈRE

**"Le cahier de charge soumis au gouvernement la semaine prochaine"**

P. 6

### SANTÉ

HYGIÈNE POUR BÉBÉ

**Les cosmétiques nocifs pour leur santé**

P.p 12-13

### FOOTBALL

AMICAL ALGÉRIE-NIGERIA

**Un sérieux test pour les "Verts" après une trêve forcée de 11 mois**

P. 21



PRIX NOBEL

**Le Nobel de chimie 2020 attribué à une Allemande et une Française**

P. 17

### MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

**Multiples opérations de "qualité" menées par l'ANP en une semaine**

P. 24

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

### 32 morts et 1310 blessés en une semaine



Trente-deux (32) personnes ont trouvé la mort et 1310 autres ont été blessées dans 1070 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 27 septembre au 3 octobre à travers le pays, selon un bilan hebdomadaire rendu public mercredi par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira avec 5 morts et 42 blessés, suite à 40 accidents de la route, note la même source.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 225 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas du pays, pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique.

Les éléments de la Protection civile ont effectué également 294 opérations de désinfection générale à travers les 48 wilayas, touchant les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, précise le même bilan.

## RESSOURCES EN EAU

### Fusion "dans un délai de un mois" de l'ADE et l'ONA



La fusion de l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Office national d'assainissement (ONA) se fera dans "un délai d'un mois," a annoncé mardi à El Tarf le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki.

S'exprimant à l'issue d'une visite de travail et d'inspection effectuée conjointement avec le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et la Condition de la femme, Kaouter Krikou, M. Berraki a affirmé que cette opération sera concrétisée dans un mois, alors que l'intégration totale des stations de dessalement des eaux au ministère de tutelle est prévue "d'ici à cinq (5) ans." Mettant en exergue les efforts fournis par l'Etat dans le cadre de l'amélioration du service public en matière d'AEP, le ministre a indiqué que "la priorité est accordée au lancement de projets d'AEP destinés à combler ce manque dans 12 régions du pays." En plus de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable par la mobilisation des capacités hydriques, le ministre a fait état du financement de projets "urgents" appelés à mettre un terme aux perturbations dans ce domaine, ainsi que la signature de 20 conventions par le biais de l'agence de gestion intégrée des ressources en eau, dans le cadre d'une opération visant la protection de la nappe phréatique souterraine.

Plusieurs autres points liés à la protection des villes contre les inondations qui sont "cycliques" au niveau d'El Tarf, le curage des oueds et la rationalisation des moyens d'intervention ont été évoqués au cours de la visite de la délégation ministérielle.

## AÏN DEFLA

### Un mort et un blessé dans un accident de la circulation



Une (1) personne est décédée et une autre a été blessée mardi à Ain Defla dans un accident de la circulation survenu sur la route nationale (RN) N 65, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile.

L'accident s'est produit au lieu-dit "El Ayoune" situé non loin de la ville de Zeddine (50 km au sud du chef-lieu de wilaya) lorsqu'un véhicule touristique a dérapé avant de percuter violemment un arbre, causant le décès du conducteur (27 ans) et des blessures graves à une personne l'accompagnant (son frère âgé de 32 ans), a-t-on précisé de même source.

Les victimes ont été transférées vers la morgue et le service des urgences de l'hôpital de Sidi Bouabida (El Attaf), a-t-on fait savoir. Une enquête a été ouverte par les services compétents en vue d'élucider les circonstances de cet accident, a-t-on signalé de même source.

## PATHOLOGIE - RECENSEMENT

### Recensement "prochainement" des cas de drépanocytoses dans la wilaya d'El Tarf pour leur prise en charge

Un recensement des cas de malades atteints de la drépanocytose dans la wilaya d'El Tarf, dans l'extrême Nord-est du pays, sera effectué "prochainement" pour une éventuelle prise en charge, a déclaré mardi le ministre de la Solidarité, de la Famille et la Condition de la femme, Kaouter Krikou, en marge de sa visite de travail dans la région. "Cette opération de recensement des cas atteints de la drépanocytose s'avère indispensable pour pouvoir ensuite envisager leur prise en charge par les ministères concernés", a indiqué la ministre répondant à une des préoccupations des personnes atteintes de cette pathologie, lors d'un point de presse animé conjointement avec le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, tenu en marge d'une visite de travail.

La drépanocytose est une maladie génétique de l'hémoglobine qui se manifeste par une anémie se traduisant par une fatigabilité, des vertiges, des essoufflements, rappelle-t-on.

## MOSTAGANEM

### Sauvetage de 12 candidats à l'émigration clandestine

Douze (12) candidats à l'émigration clandestine ont été sauvés mardi au large de la côte est de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès des services de la sûreté de wilaya. Les services de police ont reçu, mardi matin vers 11 heures, un appel téléphonique de secours via le numéro vert 1548 de la part d'une personne qui se trouvait au large en compagnie de 11 autres personnes à bord d'une embarcation pneumatique, au nord de la commune de Khadra, a-t-on indiqué. Les services en question ont immédiatement alerté le groupe territorial des gardes-côtes, dont les éléments ont réussi à sauver les 12 personnes issues de la wilaya de Chlef et dont l'état de santé est jugé bon.

Les rescapés, qui ont été arrêtés, tentaient une traversée clandestine à partir de la plage "Kef Lasfar" dans la commune de Sidi Lakhdar, freinée en cela, après 05H00 de navigation du point de départ, par une panne dans le moteur de leur embarcation qui commençait à prendre l'eau à une distance de 3,30 miles marins (6 km) au nord de la commune de Khadra, a fait savoir la même source. Les 12 personnes ont été reconduites au port de Mostaganem pour les procédures d'usage dans de telles circonstances, en attendant leur présentation ultérieurement devant les instances judiciaires concernées, a-t-on indiqué.

## ALGÉRIE - ESPAGNE

### Le DGSN reçoit son homologue espagnol en visite en Algérie



Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi, a reçu mardi son homologue espagnol, Francisco Pardo Piqueras, qui effectue une visite en Algérie, indique un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale.

"Dans le cadre de la coopération policière bilatérale Algéro-espagnole, une délégation de haut niveau conduite par M. Francisco Pardo Piqueras, le Directeur général de la police espagnole, a effectué une visite en Algérie", indique la même source.

Lors de cet entretien, le chef de la police espagnole a souligné "l'importance que revêt cette rencontre, organisée à l'effet de consolider et de renforcer la coopération bilatérale et d'étudier les problèmes d'intérêt commun", souligne-t-on.

M. Piqueras s'est également félicité de "l'excellence des relations Algérie-espagnole, en matière de coopération dans notamment, les domaines de la formation et du crime organisé transnational sous toutes ses formes".

À l'issue de la réunion, les deux responsables de police ont réitéré leur volonté de "consolider" la coopération policière bilatérale en terme d'"échange d'expériences d'expertises, d'assistance technique mutuelle et de formation spécialisée dans les différents domaines de police", conclut le communiqué.

## ELECTRICITÉ - COUPURE

### Alger : coupure d'électricité dans certains quartiers des Eucalyptus



L'alimentation en électricité sera interrompue jeudi 8 octobre dans plusieurs localités de la commune des Eucalyptus (Est d'Alger) en raison de travaux d'entretien, a indiqué mardi la Société de distribution d'électricité et de gaz d'Alger dans un communiqué.

Cette coupure, programmée jeudi de 9h00 à 16h00, touchera les localités "Les Eucalyptus, une partie du Hai El-Djemhouria et Hai Ouled Zidane, précise la même source.

Cette coupure prévue est due à des travaux d'entretien menés sur le réseau 30 kilovolts. La Direction de distribution de Sonelgaz d'El Harrach met à disposition de sa clientèle le numéro "3303" pour de plus amples informations.

## AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

## Début de la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution

La campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution, soumis à référendum populaire le 1er novembre prochain, débute mercredi sous le slogan "Novembre 1954: la libération, Novembre 2020 : le changement".

Cette campagne pour laquelle toutes les conditions de "transparence et impartialité" ont été réunies, sera marquée par des actions de sensibilisation sur l'importance de cette consultation populaire devant jeter les bases d'un "Etat moderne au service du citoyen".

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a annoncé, le 28 septembre dernier, le lancement le 7 octobre d'une campagne de sensibilisation en prévision du référendum sur l'amendement de la Constitution et publié un arrêté fixant les règles de la campagne référendaire, en application de la loi organique relative au régime électoral. Ces règles disposent, notamment, que la campagne sera animée par le staff gouvernemental, les partis politiques disposant d'un groupe parlementaire au niveau des deux chambres du Parlement ou de 10 sièges au sein des deux chambres du Parlement, ou des sièges au sein des Assemblées populaires locales dans au moins 25 wilayas.

Sont également habilités à animer la campagne référendaire, les associations nationales jouissant d'une représentation effective au moins au niveau de 25 wilayas et les personnalités politiques. Le temps de parole réservé aux intervenants dans les médias audiovisuels publics a été défini par l'ANIE, en coordination avec l'Autorité de régulation de l'audio-visuel (ARAV). La campagne référendaire peut-être menée, aussi, par voie d'affichage, de distribution de dépliants, de correspondances et de tous les moyens écrits ou électroniques. A l'étranger, l'affichage se fait aux sièges des représentations diplomatiques et consulaires. L'opération de sensibilisation et la campagne référendaire, qu'il s'agisse de médias audiovisuels ou par affichage, les moyens écrits ou



électroniques sont soumis à une habilitation préalable de l'ANIE étant chargée exclusivement de la préparation, l'organisation, la gestion et la supervision des élections et des référendums. A ce titre, "tous les intervenants de la campagne référendaire sont tenus de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur".

Le président de l'ANIE, Mohamed Charfi, a indiqué lundi dernier que les moyens matériels et logistiques nécessaires ont été mobilisés pour que le référendum se déroule "dans la sérénité et la régularité".

M. Charfi a précisé qu'un réseau de visioconférence a été mis en place à cette occasion et permettra une "plus grande réactivité et une prise en charge immédiate à d'éventuels problèmes qui peuvent se poser le jour du scrutin".

Il a souligné que les créneaux d'expression "seront ouverts à ceux qui sont pour et à ceux qui sont contre le projet d'amendement de la Constitution", affirmant que cette démarche "reflète la nouvelle dynamique entamée depuis l'élection présidentielle du 12 décembre 2019 pour la consécration de l'Algérie nouvelle qui est déjà en marche". Le président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, avait signé le 15 septembre le décret portant convocation du corps électoral pour le référendum sur l'amendement de la Constitution, honorant ainsi l'un de ses principaux engagements politiques. Le même décret présidentiel a fixé la date de la révision exceptionnelle des listes électorales au 20 septembre pour une durée de huit jours. Le président de l'ANIE a indiqué récemment que le

corps électoral compte actuellement 24.111.081 électeurs, estimant qu'il enregistrera, après révision, entre 500.000 à 600.000 nouveaux inscrits, ajoutant que le nombre de citoyens enregistrés via la plateforme numérique a atteint 58.628 inscrits, alors que 33.280 autres ont été radiés des listes électorales.

Le projet de l'amendement de la Constitution, élaboré par un groupe d'experts en Droit constitutionnel, sur la base de 5.018 propositions d'amendement émanant de différentes franges de la société, de personnalités nationales et de forces politiques, a été adopté le 6 septembre en Conseil des ministres, avant de recevoir l'approbation des deux chambres du Parlement, successivement le 10 et le 12 du même mois. Lors de ce Conseil des ministres, le chef de l'Etat a affirmé que le projet

d'amendement constitutionnel "s'inscrit en droite ligne des exigences de l'édification de l'Etat moderne et répond aux revendications du Hirk populaire authentique béni", soulignant avoir veillé à ce que la Constitution, dans sa nouvelle mouture, soit "le plus largement consensuelle", en dépit des entraves imposées par la crise sanitaire du Covid-19.

Elu le 12 décembre 2019 à la magistrature suprême, le président Tebboune avait indiqué, lors de sa prestation de serment, que les principaux contours de l'amendement de la Constitution, pour laquelle il s'était engagé durant la campagne électorale, porteront sur la limitation du renouvellement du mandat présidentiel à une seule fois, la réduction des prérogatives du président de la République, pour prévenir les dérives autocratiques, et la séparation et l'équilibre des pouvoirs.

Le projet d'amendement de la Constitution comprend six axes. Il s'agit des "droits fondamentaux et libertés publiques", du "renforcement de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs", de "l'indépendance de la justice", de "la Cour constitutionnelle", de la "transparence, prévention et lutte contre la corruption" et de "l'Autorité nationale indépendante des élections".

Dans un message adressé lundi aux participants à un colloque sur les grands axes de l'amendement constitutionnel, le président Tebboune a affirmé que le référendum sera suivi d'une révision du code électoral devant assurer "les garanties de régularité des élections pour la préservation de la volonté populaire, la suppression du système de quotas pour une égalité des chances, tant en termes de candidature que de vote, et l'émergence d'une nouvelle génération d'élus sur la scène politique".

## Des "Une" consacrées au début de la campagne

La quasi-totalité des titres de la presse nationale paraissant ce mercredi ont consacré leur Une au début de la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution, dont le référendum populaire est prévu le 1er novembre prochain.

Sous le titre "Coup d'envoi de la campagne référendaire : novembre 1954, novembre 2020 le changement", le quotidien El Moudjahid a consacré sa Une et son éditorial à cette "importante consultation populaire", prévue le 1er novembre prochain", laquelle traduit "la volonté d'une Algérie en cohésion avec sa ligne novembriste". "L'amendement constitutionnel est une réponse aux revendications exprimées par le peuple à travers son Hirk ainsi qu'aux attentes de la classe politique pour l'édification d'une Algérie nouvelle, fondée sur les principes d'un Etat de droit garant de la souveraineté populaire et soucieux du renforcement de l'unité nationale", a souligné le doyen de la presse écrite algérienne dans son éditorial.

L'Expression a également consacré son éditorial à "la campagne d'explication et de sensibilisation des électeurs", faisant

observer que le référendum du 1er novembre qui est "une étape cruciale, doit permettre le changement espéré par le pays".

Le même tabloïd a écrit dans un autre article sur le référendum que "chaque camp défendra son point de vue, non pas dans le cadre de meetings riches en couleurs, mais à travers les écrans de télévision et des Smartphones", relevant que les "partisans du +Oui+ et ceux du +Non+ vont s'affronter verbalement dans les foyers, les cafés, à la télévision et sur internet durant 23 jours que durera la campagne référendaire". Sous le titre "Sortir de l'impasse", l'éditorial du quotidien Horizons a estimé que "le plébiscite de la Constitution lors du référendum du 1er novembre prochain, est la pierre de touche de toutes les réformes à venir pour l'édification de l'Algérie nouvelle", alors que Le Soir d'Algérie s'est attardé sur les missions de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et les déclarations de son président Mohamed Charfi.

Le quotidien El Watan, a qualifié la campagne pour le référendum sur la Constitution de "premier enjeu politique majeur

pour le Président Abdelmadjid Tebboune", s'interrogeant en même temps sur "les acteurs qui mèneront campagne pour le projet". Le quotidien arabophone El Khabar a relevé que cette campagne qui durera trois semaines vise à convaincre un plus grand nombre d'électeurs afin de sortir voter le jour du référendum, mettant l'accent sur la souveraineté du peuple à qui revient le dernier mot.

Le quotidien El-Masaa a qualifié la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution de "mobilisation complète pour une consultation transparente", relevant que le slogan choisi, en relation avec la date du 1er novembre, tend à ouvrir une "nouvelle page de l'Histoire" du pays dans le contexte de la "nouvelle Algérie" à laquelle tout le monde aspire.

Quant au quotidien Echorouk, il a relevé que la campagne référendaire est lancée avec la participation d'associations et de partis politiques, au moment où Ech Chaab a écrit dans son commentaire que "les partisans de la Constitution et ceux qui la rejettent seront face à face à partir d'aujourd'hui (mercredi)".

## Campagne référendaire : 21 jours pour convaincre (presse régionale)

Les quotidiens parus à l'Est du pays se sont penchés dans leur livraison de mercredi sur le top départ de la campagne référendaire de l'amendement de la Constitution, soumis à référendum populaire le 1er novembre prochain. Les journaux de l'Est ont relevé que durant 21 jours, partis, personnalités politiques et représentants de la société civile, se mobiliseront pour sensibiliser les Algériens à aller voter en masse. L'Est Républicain, édité à Annaba a titré : "21 jours pour convaincre" et consacré trois pages à l'événement soulignant que "cette campagne référendaire qui se déroulera sous le thème +Novembre 1954 : la libération, novembre 2020 : le changement+, aura lieu dans une conjoncture exceptionnelle sur tous les plans". La publication assure que dans cette campagne référendaire "tout sera donc mis sur le mouvement associatif, le staff gouvernemental et certaines personnalités indépendantes, pour convaincre les quelques 24 millions d'électeurs à participer au scrutin référendaire". Le Quotidien de Constantine abonde dans la même idée et relève que "la société civile était le fer de lance" de cette campagne référendaire. Le rédacteur de l'article soulignant que la révision de la Constitution étant "la

pierre angulaire du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la démarche du gouvernement est surtout basée sur la mobilisation et l'implication de la société civile, considérée comme étant le fer de lance et la cheville ouvrière du chantier grandeur nature lancé et pensé par le chef de l'Etat". La publication détaille, dans cette optique, que "ce choix semble obéir à une volonté d'ancrer la démocratie participative", d'autant, a-t-elle soutenu "qu'en face la classe politique, discréditée, est tétanisée". El Acil, Edough news et Seybous ont également évoqué le lancement de la campagne référendaire. Ces quotidiens sont revenus notamment sur les critères de cette campagne référendaire fixés par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) dans l'arrêté daté du 28 septembre 2020 et mis en avant que 40 dossiers de demande d'autorisation de campagne ont été déposés à l'ANIE. An-Nasr, édité à Constantine a répercuté l'appel du membre du comité national de suivi de l'évolution de la pandémie de Coronavirus, Dr Mohamed Bekkat Brkani, s'adressant au respect strict des mesures préventives de lutte contre le Covid-19 notamment le port de bavette et la distanciation physique.

## ARTISANAT

**"Impérative participation du secteur de l'Artisanat dans la création de la richesse et la diversification de l'économie nationale"**

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou, a insisté, lundi à Alger, sur l'impérative participation du secteur de l'Artisanat et des métiers dans "la création de la richesse et la diversification de l'économie nationale en mettant fin à la dépendance aux hydrocarbures".

"L'Algérie nouvelle exige un secteur d'artisanat et des métiers créateur de richesse devant participer à éradiquer le chômage et mettre terme à la dépendance aux hydrocarbures, outre le fait d'être un acteur de la diversification de l'économie", a déclaré M. Hamidou dans une allocution d'ouverture lors de l'assemblée générale de la chambre nationale de l'artisanat et des métiers à Alger.

Et d'ajouter : "Cette conviction s'est concrétisée dans le plan du programme du Gouvernement 2020-2024 pour le renforcement et la protection du secteur à travers l'élaboration d'une série de procédures et de mesures à même de réaliser le développement durable du secteur".

Le ministre a mis en exergue, à cette occasion, les mesures essentielles notamment celles rela-

tives au "financement de la création de startups" et ce à travers la signature de convention de coopération avec le ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme dans le souci de faciliter l'accès aux crédits de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), en sus de la convention cadre avec le ministère délégué auprès du Premier ministre chargée des Start-up permettant la prise en charge des préoccupations des artisans qui constituent l'une de leurs revendications essentielles, à savoir le financement de l'expansion de leurs activités dans le cadre des nouvelles mesures de l'Agence nationale de promotion et de développement de l'entrepreneuriat (ex-ANSEJ).

Mettant en avant, par ailleurs, les efforts des artisans dans le do-



maine de la fourniture des bavettes et des combinaisons en vue d'endiguer la propagation du Covid-19. M. Hamidou a déclaré "vous avez été parmi les premiers à se mobiliser à travers votre élan de

solidarité afin de lutter contre la pandémie du covid-19".

Il a saisi cette occasion afin de saluer les décisions "judicieuses" prises par le président de la République au profit des artisans

touchés par les mesures de lutte contre la pandémie du covid-19, notamment la prime de dédommagement estimée à 10.000 Da/mois pour un e durée de 3 mois et dont plus de 60.000 artisans ont bénéficié, outre les aides financières consacrées aux travailleurs indépendants estimées à 30.000 Da et qui est toujours en vigueur.

Faisant savoir que cette assemblée générale constituait "un espace représentant la démocratie participative à travers laquelle l'artisan exprime sa volonté, ses ambitions, ses préoccupations et ses problèmes", le ministre a qualifié ladite assemblée de "force de suggestion et de partenaire exemplaire pour les autorités publiques au niveau central et local pour l'organisation, la promotion et le développement de l'artisanat et des métiers".

## ÉCOLES PRIVÉES

**"Parachèvement de l'accord ministériel conjoint organisant le travail des écoles privées"**

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a annoncé, mardi à Boumerdes, le parachèvement dernièrement par son département ministériel de l'élaboration de l'accord ministériel conjoint organisant le travail des écoles privées dans les trois cycles éducatifs. "Nous avons finalisé, dernièrement, un accord conjoint entre les ministères du Commerce et de l'Éducation nationale, portant organisation du travail des écoles privées (dans les trois cycles éducatifs), en vue de régulariser le travail de ces écoles avec le secteur éducatif", a affirmé le ministre lors d'une rencontre, qui l'a réunie avec des opérateurs économiques et des commerçants, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya. Assurant avoir signé cet accord, dont la mise en application "interviendra bientôt", soit dès sa signature" par son homologue de l'Éducation nationale, a-t-il indiqué. "Cet accord pilote organisant ces écoles va mettre un terme à différents problèmes, tout en aplatisant de nombreuses entraves. Il va aussi protéger les droits des élèves, au même titre que ceux des promoteurs



de ces établissements", a estimé le ministre du Commerce. Il a lancé un appel aux élèves en vue de rejoindre leurs écoles, durant cette prochaine rentrée scolaire "en toute quiétude", a-t-il dit. Sur un autre plan, Kamel Rezig a exhorté les opérateurs économiques importateurs des fournitures scolaires pédagogiques, au même titre que les producteurs locaux et commerçants de détail, en vue de ne "pas exploiter la rentrée scolaire pour hausser les prix des différentes fournitures scolaires". "Il n'y a aucune raison pour augmenter

le prix de ces produits" a-t-il insisté, assurant la disponibilité d'un "stock et d'une offre inédite, de nature à couvrir la totalité de la demande en la matière, tant d'importation que locale", a-t-il affirmé. Mettant en garde les contrevenants, M. Rezig a assuré que les services concernés "seront à l'affût, à travers la multiplication des patrouilles de contrôle, qui les soumettront à l'obligation de présenter des factures, faute de quoi ils s'exposeront aux mesures répressives édictées par la Loi, en la matière", a-t-il averti.

**HYDRAULIQUE  
Dispositif d'aide à la réalisation de structures d'irrigation économes**

Un nouveau dispositif d'aide à la réalisation et l'équipement de structures hydrauliques économes en eau au profit des agriculteurs sera mis en place "prochainement", a affirmé mardi à Guelma le directeur du développement agricole et rural des zones arides et semi-arides au ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Salah Chouaki. La mise en place officielle de ce nouveau dispositif, dont tous les détails de fonctionnement ont été élaborés, se fera "dans les plus proches délais possibles", a indiqué le même responsable à l'APS en marge d'une rencontre régionale de six wilayas dans l'Est du pays sur le développement de l'agriculture d'appoint en céréaliculture à l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS).

Destiné à encourager l'économie et la préservation d'eau, ce futur dispositif inclura le financement du fonçage de forage, l'installation de bassins d'eau en géomembrane, l'acquisition de divers équipements hydrauliques, a précisé le directeur central du développement agricole et rural des zones arides et semi-arides, avant de préciser que deux options seront proposées à l'agriculteur, à savoir une aide directe ou l'accès à un crédit non rémunéré. Dans ce dispositif, les prix de référence des équipements et installations seront révisés en tenant compte de l'évolution du marché, a assuré Salah Chouaki, indiquant que l'objectif de la rencontre régionale de Guelma est d'expliquer la feuille de route adoptée par le ministère de l'Agriculture pour augmenter les capacités productives des céréales en Algérie. Les objectifs ainsi fixés pour la filière dans cette feuille de route est "de porter le rendement moyen par hectare à 60 quintaux et d'augmenter la surface dotée d'une irrigation d'appoint à 20.000 hectares annuellement entre 2020 et 2024", a-t-il notamment précisé. Cette rencontre régionale a regroupé les représentants des directions de services agricoles, des chambres d'agriculture et des CCLS des wilayas de Constantine, Annaba, Souk Ahras, Skikda, El Tarf et Guelma. Elle a été marquée par la présentation de plusieurs communications par des cadres centraux du ministère de l'Agriculture sur l'élaboration de fiches d'information sur les exploitations agricoles, le recensement des agriculteurs ne possédant pas des actes de propriété pour les aider à commercialiser leurs récoltes de céréales auprès des CCLS et l'accompagnement technique des céréaliculteurs.

## ALIMENTATION EN GAZ

**Le taux de couverture en gaz naturel a atteint 62 % au niveau national**

Le taux de couverture en gaz naturel au niveau national a atteint actuellement 62 %, a indiqué mardi à Tissemsilt le ministre de l'Énergie Abdelmajid Attar, avant d'annoncer la numérisation par son département des documents administratifs au mois d'octobre prochain.

Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, M. Attar a souligné que le taux de couverture en gaz naturel a atteint 62 % au niveau national, précisant que dans la wilaya de Tissemsilt, il est de 85 %.

Le ministre a insisté, au passage, sur l'achèvement, courant de l'année prochaine comme dernier délai, des projets de raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz dans les zones d'ombre de la wilaya, exhortant les responsables à recruter des jeunes de la région dans les entreprises chargées de la concrétisation de ces projets.

"Nous pourrions recourir à l'octroi de marchés gré à gré en toute transparence à des entreprises algériennes pour accélérer le rythme des opérations de raccordement des zones d'ombre aux réseaux d'électricité et du gaz", a-t-il déclaré à ce propos.

Par ailleurs, Abdelmajid Attar a annoncé que son ministère entend procéder à la numérisation de tous les documents administratifs au mois d'octobre prochain à travers l'adoption de correspondances électroniques.

Lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail, le ministre a fait savoir que le taux de couverture au réseau d'électricité a atteint 95 % dans la wilaya de Tissemsilt, soulignant que 20 communes disposent du gaz sur un total de 22 communes que compte la wilaya. Les travaux de raccordement sont en cours dans une des deux communes restantes, alors que l'autre collectivité sera raccordée au réseau de gaz avant l'hiver prochain.

La visite de travail et d'inspection du ministre de l'Énergie a donné lieu au lancement des travaux du réseau de transport du gaz naturel dans la commune de Youssoufia et la mise en service du projet de raccordement à l'électricité des centres secondaires "chahid Merabet Larbi" et "chahid

Lefafene" dans cette collectivité locale, où il a suivi un exposé sur le programme de raccordement au réseau électrique dans la wilaya. Dans la commune de Bordj Emir Abdelkader, des explications sur les études portant sur le raccordement du réseau de transport du gaz naturel dans la wilaya ont été fournies à M. Attar qui a suivi un exposé sur les projets de raccordement au réseau du gaz de ville dans la région.

Le ministre a aussi visité le centre de stockage du carburant où il s'est enquis de la situation d'approvisionnement en produits énergétiques dans la région.

## OUARGLA L'ADE signe un accord avec six micro-entreprises

L'Algérienne des eaux (ADE) d'Ouargla a signé des accords avec six (6) micro-entreprises montées par le biais du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), pour contribuer à l'amélioration du service public en matière d'accès à l'eau potable, a-t-on appris mercredi auprès des services de l'ADE.

Ces entreprises, spécialisées en hydraulique et plomberie sanitaire, s'occupent notamment de la réparation des fuites sur le réseau, le montage et la désinstallation des compteurs ainsi que la réalisation des branchements individuels, précise l'ADE dans un communiqué.

L'opération intervient en application d'un accord établi entre le ministère des Ressources en Eau et le ministère délégué chargé de la micro-entreprise afin de soutenir les efforts du secteur concernant l'amélioration de l'alimentation en eau potable, à travers l'implication de plus de 300 micro-entreprises à l'échelle nationale, a-t-on précisé. Elle vise à accompa-



gnier ces micro-entreprises, en leur offrant des projets, en plus de la promotion de l'investissement répondant prioritairement aux besoins des citoyens et la génération des emplois à travers l'incit-

tation des jeunes à l'entrepreneuriat, a-t-on souligné. Sur un autre volet, l'ADE d'Ouargla s'est dotée de plusieurs équipements pour le contrôle de la qualité des eaux. Ces équipements font

partie d'un lot qu'avait acquis la direction générale de l'ADE en faveur des laboratoires de ses unités de production et de distribution de l'eau potable à travers le pays, poursuit le communiqué. Pour s'assurer de la qualité de l'eau potable, une moyenne de 20 à 40 échantillons sont quotidiennement prélevés de 140 puits et 73 réservoirs, est-il signalé.

Dans le même sillage, les services de l'ADE d'Ouargla ont effectué au cours du dernier trimestre environ 2.400 interventions concernant la prise en charge des fuites sur le réseau d'eau potable, tout en assurant la continuité du service public, selon la même source.

## BORDJ BOU ARRERIDJ

### Réception dès la rentrée scolaire de plusieurs établissements éducatifs

Le secteur de l'éducation de Bordj Bou Arreridj sera renforcé dès la prochaine rentrée scolaire 2020-2021 par plusieurs établissements répartis sur différentes communes de la wilaya, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de l'éducation.

Il s'agit de cinq lycées, sept collèges d'enseignement moyen (CEM), de 13 groupes scolaires et de 31 classes d'extension réalisés dans diverses communes de la wilaya, a-t-on précisé de même source, mettant en avant l'importance de ces nouvelles infrastructures éducatives dans l'amélioration des

conditions de scolarisation des élèves et la réduction des surcharges des classes.

Dans ce cadre, la direction locale de l'éducation a fait état de la réception de 27 cantines scolaires devant servir, dès la rentrée scolaire, des repas chauds aux élèves. Un budget de 160 millions DA a été réservé pour la concrétisation de 162 opérations dans le cadre du programme d'équipement et de réhabilitation des établissements scolaires. Ce budget a été consacré à la rénovation de 65 établissements de différents paliers, actuellement en cours de réhabilitation et qui affichent un taux d'avancement des tra-

vaux allant jusqu'à 65%, selon les précisions fournies par la direction de l'éducation de la wilaya qui a fait état également de la réalisation de 31 classes d'extension. S'agissant du transport scolaire, le secteur a bénéficié de 51 nouveaux bus octroyés aux communes de la wilaya, en particulier les zones d'ombre, selon la même source. Des instructions fermes avaient été données par le wali Mohamed Benmalek, au cours de la dernière réunion de l'exécutif, à l'effet de veiller au respect du protocole sanitaire à la rentrée des classes pour éviter la propagation du Covid-19.

## BISKRA

### Lancement de 24 opérations de raccordement des régions d'ombre au réseau de gaz naturel

Au total 24 opérations de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel viennent d'être lancées au profit de cités et de groupements d'habitations situés dans les régions d'ombre de la wilaya de Biskra, a-t-on appris mardi du chargé de communication de la concession de distribution d'électricité et de gaz, Abdelraouf Boukhoucha. Les opérations de raccordement qui bénéficieront à 13 communes ont été programmées par la direction de l'énergie et les services techniques des localités concernées dans une volonté d'améliorer les conditions de vie des habitants des régions enclavées, a affirmé à l'APSM. Boukhoucha. Devant être concrétisés "avant la fin de l'année en cours", ces projets portent, entre autres, sur le raccordement de la cité des 200 logements dans la région d'El Koudiat El Hamra, dans la commune de Ben Azzouz, des 50 logements dans la région d'El Sarek, dans la commune de Mekhadma, des 280 logements de Deaà El Betikh à Tolga, en plus de 320 foyers des groupements d'habitations connus sous les noms d'El Ksour, Lemlaga et El Marmoutha, dans la commune de Lioua. Des projets similaires ont également été lancés au profit de 219 foyers de Sidi Attia, dans la commune d'El Doussen, et 65 autres à Zaatcha, dans la commune de Lichana, mais aussi de 49 maisons dans la commune d'Ain Naga, 92 habitations rurales à Bades et 35 foyers du groupement d'habitations Lyana dans la commune de Zerbiet El oued, a détaillé la même source. Le réseau de raccordement en gaz naturel vient d'être mis en service dans plusieurs régions d'ombre des communes d'Aoumeche, Amlili, Sidi Okba et Mechouneche, en attendant le lancement de nouveaux projets pour répondre aux besoins d'autres régions, a-t-on relevé.

APS

## CHLEF

### 100 projets agricoles financés dans quatre communes

Une centaine de projets agricoles ont été financés par l'antenne de Chlef de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), dans quatre communes de la wilaya, dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre du Programme d'appui au développement local durable et aux activités sociales dans le nord-ouest de l'Algérie (Padsel-Noa), a-t-on appris, mardi, auprès de cette structure. "L'antenne de ANGEM à Chlef a financé, durant ces trois dernières années, une centaine de projets agricoles au niveau des communes d'Ouled Abdelkader, El Hadjadj, Zeboudja et Beni Haoua, dans le cadre de la mise en œuvre du Padsel-Noa", a indiqué à l'APS, la directrice de la structure, Zina Mahdi. Le financement de ces projets a contribué à la "création de postes d'emploi, la relance de nombreuses activités agricoles tout en soutenant le développement local", a-t-elle ajouté. Cette même responsable a, également, signalé l'organisation de 18 sessions de formation dans la gestion de la micro entreprise, et l'organisation des ressources financières, ainsi que des campagnes de sensibilisation au niveau des quatre communes pilotes suscitées, en vue, a-t-elle dit, d'"encourager les jeunes à se former et à investir dans le domaine agricole, au niveau de ces localités qui sont des régions agricoles par excellence", a-t-elle observé. Elle a, aussi, fait cas de l'animation, au titre du Padsel-Noa, et en collaboration avec la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM), de sessions de formation au profit des artisans, dans les activités de vannerie, couture, réparation des filets de pêche, et valorisation et exploitation de la figue de barbarie, au niveau des mêmes communes d'Ouled Abdelkader, Beni Haoua et Zeboudja, a-t-elle fait savoir. Lancé en partenariat entre l'UE et l'Algérie, et co-financé à hauteur de 43,5 millions d'Euros, le Padsel-Noa vise à soutenir les efforts du Gouvernement pour renforcer le développement économique et social. Le programme Padsel Noa cible 25 communes à travers 6 wilayas du nord-ouest algérien, à savoir Ain-Defla, Chlef, Tiaret, Tlemcen, Médéa et Saïda. Il a pour objectif de favoriser les activités génératrices de revenus en vue d'améliorer les conditions de vie des populations. Ces activités couvrent les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, et du tourisme.

## SÉTIF

### 150 ha d'aires forestières des monts Dhraa Guebila et Béni Ouertilène décimés par un incendie

Un total de 150 hectares d'aires forestières a été décimé par un incendie, qui s'est déclaré au début de la semaine courante dans les monts Dhraa Guebila et Béni Ouertilène (nord de Sétif), a-t-on appris mardi des services de la Protection civile (PC).

Le départ de cet incendie, maîtrisé lundi, a été signalé dans la forêt de Krima dans la commune de Dhraa Guebila, avant de se propager dans la forêt de Béni Djemat, dans la commune de Béni Ouertilène, favorisé par de fortes rafales de vent et un relief accidenté, a indiqué à l'APS le chargé de communication des services de la PC, le lieutenant Ilyès Kedad. Les flammes ont parcouru cinq (5) hectares de pins d'Alep, environ 30 hectares de vergers d'arbres fruitiers et 115 hectares de broussailles, a précisé la même source.

L'opération a mobilisé les unités de la protection civile de Bougaâ, Guidjel, Guenzet, Bouandass et Béni Ouertilène assistées par les colonnes mobiles des wilayas de Sétif, Bordj Bou Arreridj et Constantine, soit 118 agents, 24 camions anti-incendie, trois (3) autocars, deux (2) ambulances et trois (3) véhicules de communication, en plus de deux hélicoptères de l'unité aérienne de la Protection civile.

Les unités sont demeurées mobilisées y compris durant la nuit pour veiller à ce que les flammes n'atteignent pas les zones à forte végétations broussailleuses, selon la même source.

## MILA

### Lancement "prochain" des travaux de consolidation de sept tronçons de la route de contournement

Des travaux de consolidation de sept (7) tronçons de la route de contournement Sud de la ville de Mila, affectée par des glissements de terrain, seront prochainement lancés, a indiqué mardi le directeur local des Travaux publics, Abdellah Sellai.

Le responsable a révélé que plusieurs opérations ont été programmées afin de consolider les nombreux tronçons de la route de contournement Sud de Mila, "fortement endommagés" par les glissements de terrain, faisant savoir que des travaux ont d'ores et déjà été lancés pour la réfection de deux de ces tronçons.

S'agissant de la remise en état des sept tronçons restants, le directeur des Travaux publics a affirmé qu'il ne reste plus que le déblocage du montant nécessaire à l'opération, estimé à 400 millions de dinars par l'étude technique, indiquant que ces travaux devront être exécutés dans "un délai maximum de 6 mois".

Il a, par ailleurs, ajouté que le traitement des glissements de terrain va permettre de fluidifier le trafic et d'améliorer les conditions de déplacement des citoyens d'autant plus que le contournement S ud de Mila constitue une voie d'accès à l'Autoroute Est-Ouest et à la RN 27.

Les opérations devraient également permettre de désengorger le contournement Nord du chef-lieu de wilaya, qui subit le trafic incessant des poids lourds et qui pâtit lui aussi à plusieurs endroits du même phénomène de glissements de terrain, a-t-il poursuivi. Le responsable a également rappelé que son secteur a bénéficié d'une enveloppe financière de 700 millions de dinars au titre de l'année 2020 en vue de traiter et d'entretenir les tronçons les plus endommagés relevés sur 05 chemins de wilaya (CW) et 9 chemins communaux (CC). Ces projets vont permettre la réfection d'un total de 40 km de chemins de wilaya et 32 km de chemins communaux, a-t-il révélé.

## INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE ET ÉLECTROMÉNAGÈRE

### "Le cahier de charge soumis au gouvernement la semaine prochaine"

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham, a indiqué mardi à Tizi-Ouzou que le cahier des charges devant régir l'industrie électronique et électroménagère sera soumis courant de la semaine prochaine au gouvernement et publié au Journal officiel au plus tard, la mi-octobre en cours. S'exprimant lors d'un point de presse à l'issue de sa visite dans la wilaya, le ministre a souligné que ce texte réglementaire "a nécessité un volet technique plus poussé que les autres filières", notamment, à cause des taux d'intégration qui diffèrent d'un segment à l'autre de cette filière. "Les taux d'intégration dans le froid, le matériel de cuisine ou les radiateurs n'étant pas les mêmes, il fallait étudier un barème pour ne pas exiger l'impossible au niveau international, d'un côté, et ne pas être permissif d'un autre", a-t-il expliqué.

Lors de cette visite qui l'a conduit à travers deux complexes de cette filière au niveau de la wilaya, à savoir l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (Eniem) et Electro-industrie (EI) d'Aza zga (filiale du groupe Elec El Djazair), le ministre a fait savoir que le gouvernement est décidé à encourager le tissu économique national, public ou privé, qui s'inscrit dans le cadre des politiques publiques d'investissement.

"Nous allons encourager et accompagner toutes les démarches qui s'inscriront dans la politique de relance de l'économie nationale", a-t-il rassuré, exhortant les gestionnaires industriels à "cibler les segments porteurs et prendre en considération le souci de rentabilité économique et financière de l'entreprise".

Évoquant les projets de partenariat, qu'ils soient public-privé ou nationaux-étrangers, M.

Aït Ali a souligné que l'Etat est favorable à toute entreprise de partenariat qui garantit "un seuil d'intégration".

"Nous sommes pour un partenariat aussi bien étranger que local qui doit être quantifié, estimé et facturé pour ne pas refaire les erreurs du passé", a-t-il soutenu, à ce propos.

Il a, également, fait part de la disponibilité de son département ministériel à accompagner toutes les entreprises qui investissent dans la recherche, notamment par des "incitations fiscales", déplorant que "des groupes industriels, publics et privés, ne dépensent aucun centime dans le développement de la recherche".

Le ministre s'est, par ailleurs, engagé à étudier les plans de relance qui lui ont été présentés à l'occasion de cette visite par les responsables de ces deux entreprises, ENIEM et EI, tout en les incitant à œuvrer à s'inscrire d'avantage dans la logique d'intégration pour promouvoir le produit national.

Après avoir évacué "les hérésies ayant plombé l'économie nationale pendant des décennies, L'Etat n'a ni les moyens, ni la volonté ni le penchant de dépendre de l'importation", a-t-il soutenu, appelant à "promouvoir le potentiel industriel de la wilaya".

## INDUSTRIE AUTOMOBILE

### Plus de 130 demandes d'agrément déposées

Un total de 133 demandes d'agrément pour l'importation de tous types de véhicules neufs a été déposé au niveau du ministère de l'Industrie depuis l'entrée en vigueur du nouveau cahier des charges de l'industrie automobile, a indiqué mardi à Tizi-Ouzou, le premier responsable du secteur, Ferhat Aït Ali Braham.

Elles seront, a-t-il souligné "toutes étudiées et ces opérateurs auront leurs réponses dans un délai de 30 jours", expliquant qu'après l'arrêt de l'activité d'assemblage, "il fallait alimenter le marché national en attendant que des investisseurs sérieux émergent" d'où, a-t-il expliqué, "la décision d'ouvrir le marché à l'importation de véhicules neufs". Une fois les autorisations délivrées par son département, le ministre a expliqué qu'il relève des prérogatives du ministère du Commerce de "veiller à ce que les clauses du cahier des charges soient respectées". Pour le ministre, "quiconque répond aux conditions contenues dans le cahier des charges aura son agrément" faisant remarquer que celles-ci "ne sont ni difficiles, ni draconiennes", mais constituent "un strict minimum exigible pour tout opérateurs et garantissant la protection du client, qui constitue le maillon faible de cette chaîne". Il citera, à titre d'exemple, l'obligation de disposer de services après-vente et la mise à disposition du produit commandé 07 jours après le paiement du montant intégral par le client, soulignant que l'Etat vise à "atteindre les standards internationaux pour ce genre d'activités, préserver le client et aussi les réserves de change du pays". S'agissant de l'article de loi relatif à l'importation de véhicules de moins de trois ans d'âge, le ministre a indiqué que celui-ci "n'a pas été abrogé mais gelé" jusqu'à nouvel ordre, rappelant qu'il y a eu "beaucoup de problèmes par le passé avec ce genre de véhicules".

## ALGÉRIE - ETATS-UNIS

### M. Aït Ali participe à la conférence internationale "Discover Global Markets"

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham, participera, demain jeudi, par vidéoconférence, à la Conférence "Discover Global Markets", qui se tient du 7 au 9 octobre dans la capitale de l'Etat d'Indiana aux Etats Unis, a indiqué un communiqué du ministère.

Sous le thème "Opportunités de croissance dans le domaine de la fabrication intelligente", cet événement annuel, organisé par le département américain du commerce, se veut un espace d'échange entre les plus grandes entreprises spécialisées dans les industries de pointe, les technologies intelligentes y compris les industries de véhicules, l'aérospatiale, le stockage de l'énergie et les énergies renouvelables.

Selon ses organisateurs, cette rencontre internationale sera l'occasion pour les



participants d'explorer de nouveaux partenariats avec les responsables de sociétés

basées aux Etats-Unis, qui cherchent à étendre leur distribution internationale

et/ou à développer des opportunités de partenariat.

Des entreprises spécialisées dans les industries de pointe et les technologies intelligentes, venant de 40 pays prendront part à cette conférence virtuelle, qui verra également la participation de ministres chargés de l'industrie de plusieurs pays à l'instar de l'Algérie, le Maroc, la Turquie, ainsi que Monsieur Wilbur Ross, Secrétaire du département américain du Commerce, partie organisatrice de l'événement, précise le communiqué.

## COMMERCE

### Rezig : "certificat de conformité pour tout produit mis sur le marché pour les 5 prochaines années"

Aucun produit importé ou de fabrication locale ne sera mis sur le marché national sans l'obtention d'un document ou d'un certificat de conformité, et ce pour les cinq prochaines années, a annoncé mardi depuis Boumerdes, le ministre du Commerce, Kamel Rezig.

Le ministre qui intervenait lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques et les commerçants dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, a affirmé qu'"un travail est en cours afin de modifier et actualiser les textes juridiques dans l'objectif d'interdire la mise sur le marché, pour les 5 prochaines années, de tout produit d'importation ou de fabrication locale ne possédant pas de document de conformité".

«Nous voulons instituer un système juridique à travers lequel, il pourra être possible de juger de la qualité et du type des différents produits mis sur le marché national et de leur conformité aux normes internationales et locales », a affirmé M. Rezig.

Indiquant que le travail a été déjà entamé à travers des commissions spécialisées pour revoir et créer une nouvelle cartographie de tous les laboratoires publics et privés répartis à travers le pays et qui auront la charge de procéder à des analyses sur les produits qui seront mis

sur le marché, le ministre du Commerce a fait savoir que le secteur disposait actuellement de 54 laboratoires qui s'ajoutent à un nombre de laboratoires relevant des secteurs public et privé. En vue de permettre à ces laboratoires d'effectuer les analyses, le contrôle et l'homologation des produits, M. Rezig a fait état de la présentation, en 2020, de 8 laboratoires aux fins d'obtention d'accréditation par l'organisme ALGERAC, qui est un laboratoire d'analyses ayant obtenu une reconnaissance internationale et spécialisée dans l'accréditation des laboratoires, ainsi que 8 autres laboratoires pour l'année prochaine 2021, et ce jusqu'à ce que ces laboratoires soient tous accrédités. A ce propos, le ministre a fait état de l'ouverture d'un atelier spécialisé dans la conception de fiches techniques pour chaque produit à mettre sur le marché national, rappelant la mise en place, lors des huit premiers mois de l'année en cours, de 128 fiches techniques ou normes concernant des produits alimentaires de large consommation, en attendant la réalisation de 300 autres fiches techniques devant être réalisées l'année prochaine concernant des milliers de produits. Ces 128 fiches techniques ou normes seront rendues publiques d'ici à la fin de l'année en cours, sous forme de manuel ou de guide à distribuer aux laboratoires afin

de s'y référer à chaque opération de contrôle de conformité. Insistant, par ailleurs, sur l'importance que revêt le "Registre de commerce itinérant" dans la satisfaction des besoins de la population notamment les habitants des zones d'ombre, M. Rezig a rappelé le lancement, depuis quelque mois, du recensement des espaces de stockage relevant des secteurs public et privé. Le but étant de connaître l'emplacement de ces espaces, leur capacité, la nature et la gestion des produits stockés, en vue de réguler et organiser le marché. Au chef-lieu de la wilaya de Boumerdes, le ministre a inauguré le Centre local du Registre de commerce, avant de s'enquérir de système du e-paiement dans un centre commercial au centre-ville, puis d'un laboratoire spécialisé dans les expertises et contrôle qualité.

Il a, ensuite, tenu une rencontre avec des opérateurs économiques et des représentants du mouvement associatif.

Dans la commune de Kharouba, le ministre a inspecté une société privée exportatrice de Biscuit et Chocolat, avant de visiter un autre établissement privé de produits de beauté à Ouled Moussa.

Au terme de sa visite, le premier responsable du secteur du Commerce a inauguré l'Inspection régionale du Commerce dans la commune de Khemis El Khechna.

### Rezig : "préparatifs pour l'invitation des différentes filières productrices pour s'organiser en associations professionnelles"

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a dévoilé, mardi, à partir de Boumerdes, des préparatifs en cours au niveau de son département ministériel, en vue d'inviter les représentants de différentes filières productrices pour s'organiser en associations professionnelles. "Une action est en cours en vue de lancer une invitation aux représentants de différentes filières productrices locales (dans différents secteurs) pour s'organiser en associations professionnelles nationales ou locales, en vue d'une meilleure protection du produit national de façon organisée", a indiqué M. Rezig dans son intervention à une rencontre, tenue sous le signe "Pour un développement économique efficient". Il a, également, fait part de préparatifs

au niveau de commissions spécialisées de son département ministériel pour l'élaboration, a-t-il dit, d'une "cartographie nationale des produits locaux", dans différents secteurs. Le ministre du Commerce a signalé parmi les objectifs assignés à cette cartographie, la "détermination des variétés et qualités des différents produits, de la quantité de la production réalisée et de la demande au sein du marché, et la promotion de ces produits au double plan interne et externe, à la charge de l'Etat", a-t-il expliqué.

"Une commission spéciale a été constituée pour l'élaboration d'un code d'éthique engageant tous les commerçants et opérateurs", à "moraliser la pratique commerciale", a-t-il, par ailleurs, annoncé. La commission, qui

englobera des représentants de différents secteurs dans un objectif de relancer et dynamiser le marché local, tout en réhabilitant le système de facturation et en organisant le marché, va parachever sa mission à la fin de l'année en cours", a fait savoir le ministre. Il a, par ailleurs, annoncé, une autre action initiée en coordination avec des opérateurs publics et privés, en vue de l'ouverture d'abattoirs dans le Grand Sud du pays. L'objectif étant, selon le ministre, de "faire parvenir les différentes viandes produites dans ces larges contrées aux différentes régions du pays", a-t-il soutenu. M. Rezig a abordé, à ce titre, l'intérêt et le rôle du "Fonds de compensation des frais de transport", dans la transport des produits locaux

et leur exportation vers les pays d'Afrique, via les frontières terrestres, avant de signaler une action en cours pour la "Télaboration d'une loi devant permettre la création de zones commerciales libres, au niveau de toutes les frontières terrestres du Sud, qui disposeront de tous les moyens et équipements de stockage et de froid, dans l'objectif de faciliter l'exportation des produits algériens vers les pays africains".

Assurant que "cette opportunité est permise présentement", grâce à la nouvelle procédure représentée par le "registre de l'entreprise productrice exportatrice", initié dernièrement pour "exporter n'importe quel produit ou service vers des pays africains".

## PÉTROLE

## Le Brent a reculé à 41,87 dollars à Londres

Les prix du pétrole cédaient du terrain mercredi, après deux séances de forte hausse, stoppés par l'annonce du report des négociations sur un plan d'aide aux Etats-Unis et avant la publication plus tard dans la journée des stocks américains par l'EIA.

Vers 09H45 GMT (10H45 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 41,87 dollars à Londres, en baisse de 1,83% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour novembre perdait 2,19% à 39,78 dollars.

Le président américain Donald Trump a acté mardi la fin des négociations avec les démocrates sur un plan d'aide à l'économie américaine, une décision "qui pèse sur les prix" du brut, a estimé Carsten Fritsch, analyste de Commerzbank.

Les deux cours de référence ont commencé à battre en retraite dans la foulée de l'annonce, après avoir engrangé près de 10% lundi et mardi, une hausse toutefois comparable à la chute



des deux séances précédentes. Les investisseurs sont également attentifs mercredi au rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks de brut dans le pays pour la

semaine à cheville le 2 octobre.

Après une hausse de près d'un million de barils annoncée mardi par l'American Petroleum Institute, fédération qui regroupe les professionnels

du secteur pétrolier mais dont les chiffres sont jugés moins fiables, le marché s'attend à une baisse de 1,2 million de baril de la part de l'EIA, selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg.

Le sentiment des analystes est par ailleurs mitigé au sujet de l'offre.

D'un côté la production pâtit depuis le début de la semaine d'un conflit social en Norvège et des possibles dégâts de l'ouragan Delta sur les installations pétrolières situées dans le Golfe du Mexique.

De l'autre les exportations en Libye repartent, de même qu'au Venezuela et en Iran selon plusieurs sources, alors que la demande n'arrive déjà pas à absorber l'offre actuelle d'or noir.

## GAZODUC - NORD STREAM 2

## Une amende record de 6,4 milliards d'euros infligée à Gazprom

L'office anti-monopole polonais UOKiK a annoncé mercredi avoir infligé une amende record de 29 milliards de zlotys (6,45 milliards d'euros) à Gazprom, pour la construction du gazoduc Nord Stream 2 reliant la Russie et l'Allemagne.

Par ailleurs, cinq sociétés occidentales, engagées dans la construction du gazoduc, le français Engie Energy, les allemands Uniper et Wintershall, l'autrichien OMV, et l'anglo-néerlandais Shell, ont également été condamnées à une amende globale de 234 millions de zlotys (52 millions d'euros).

L'UOKiK reproche à ces entreprises d'avoir créé une coentreprise sans son accord.

En 2016, UOKiK a estimé que Nord Stream 2 pouvait nuire à la concurrence

et a refusé d'approuver le consortium, avant de lancer deux ans plus tard une procédure contre les six sociétés.

"Conformément à la décision du président de l'Office de la concurrence et de la protection des consommateurs, les entités sont tenues de résilier les accords conclus pour financer le gazoduc Nord Stream 2", selon le communiqué de l'UOKiK.

Gazprom s'est dit, dans un communiqué, "fondamentalement en désaccord avec la position de l'UOKiK" et l'amende infligée, affirmant que "le projet n'a pas été mis en œuvre par une coentreprise, mais par une filiale de Gazprom avec un financement par emprunt". "Le montant sans précédent de l'amende indique une volonté de

s'opposer à la mise en œuvre du projet Nord Stream 2 par tous les moyens", dénonce Gazprom, annonçant son intention de faire appel de la décision.

Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a pour sa part indiqué ne pas douter que Gazprom ferait "tout ce qui peut et doit être fait" pour répondre à ces mesures.

La Pologne, l'Ukraine, ainsi que les Pays baltes s'opposent au Nord Stream 2 estimant qu'il s'agit d'un projet "politique".

Le gazoduc est également critiqué par les Etats-Unis qui menacent de sanctions les entreprises participant à sa construction.

Après l'annonce de l'amende, les actions de Gazprom ont baissé de près de 1,4% à la Bourse de Moscou.

## FRANCE

## Le déficit commercial se creuse en août, à 7,7 milliards d'euros

Le déficit commercial de la France s'est de nouveau creusé en août, pour atteindre le chiffre élevé de 7,7 milliards d'euros, la hausse des importations étant supérieure à celle des exportations, ont annoncé mercredi les Douanes.

Par rapport à juillet, le déficit s'est creusé de 700 millions, mais le solde des échanges de biens reste moins déficitaire qu'en juin, où il avait atteint un plus bas de 8,1 milliards d'euros en raison de la crise sanitaire du Covid-19, qui a fait chuter les exportations bien plus que les

importations. En août, "les échanges restent globalement à un niveau proche de juillet. Les importations remontent à 91% (+1 point par rapport à juillet) mais les exportations stagnent à 83% (niveau de juillet) de leur niveau moyen de 2019", constatent les Douanes.

En particulier, témoin de l'essoufflement de la reprise, la hausse des importations s'est interrompue "brusquement" en août: elles ont augmenté de 500 millions d'euros, à comparer avec une hausse de 5,4 milliards d'euros en juin, quand le décon-

nement avait fait bondir les dépenses. Si les échanges énergétiques demeurent "atones", leur déficit se maintenant à un niveau "historiquement bas" de 2,2 milliards d'euros, hors énergie, le déficit repart à la hausse après le recul de juillet, pour les biens d'investissements comme pour les biens de consommation. Ainsi, "la hausse des exportations des biens de consommation se poursuit, mais ces dernières n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise, contrairement aux importations", explique le communiqué. Dans le détail,

après le pic de mai (2,1 milliards d'euros), les approvisionnements en produits de l'industrie textile, dont les masques, reculent de nouveau (0,9 milliard en août). Ils se situent cependant 85% au-dessus de leur niveau moyen en 2019. En revanche, le solde des transactions courantes, qui inclut les échanges de services, s'améliore légèrement en août, à -4,7 milliards d'euros, après -5,7 milliards en juillet.

Enfin, dans le compte financier, les entrées de capitaux dépassent les sorties de 9,7 milliards d'euros.

## ALLEMAGNE

## La production industrielle se tasse en août (-0,2%)

La production industrielle allemande a légèrement reculé en août, mettant un terme à trois mois de hausse après la chute sans précédent liée à la pandémie de coronavirus, selon des chiffres officiels publiés mercredi. Sur un mois, la première économie européenne a vu ce indicateur très suivi baisser de 0,2%, après +1,4% en juillet et même +0,3% en juin, tandis que les analystes sondés par le service Factset s'attendaient à une hausse de 1,5%. Le niveau de production reste inférieur de 9,6% à celui d'août 2019 et de 10,8% à février 2020, avant l'entrée en vigueur de restrictions imposées pour limiter

la propagation du coronavirus, détaille l'institut fédéral des statistiques Destatis dans un communiqué. La courbe de l'indice depuis le début de la pandémie ressemble désormais à une "racine carrée inversée": plusieurs économistes caractérisent ainsi une remontée rapide après le confinement mais qui se tasse avant d'atteindre le niveau d'avant la crise. Dans le détail, la production industrielle hors BTP et énergie a baissé de 0,7%, avec un recul des biens de consommation (-1,3%) et des biens d'investissement (-3,6) mais une légère hausse des biens semi-finis (+3,3%). La construction s'est repliée de 0,3%,

contrairement à l'énergie (+6,7%). L'industrie automobile a inversé la tendance, avec -12,5% en août après +8,9% en juillet. Le niveau de production de ce secteur phare de l'économie allemande reste près d'un quart inférieur au niveau de février. Le rebond de la production manufacturière allemande "devrait se poursuivre dans les prochains mois", juge Andrew Kenningham, de Capital Economics. Son évolution reste cependant "décevante jusqu'à présent" même si "la perspective est meilleure que dans d'autres pays".

## ESPAGNE

## Baisse de la production industrielle moins forte en août

La chute de la production industrielle espagnole sous l'effet de la pandémie s'est poursuivie en août (-5,7% sur un an) mais le recul a été moins fort qu'en juillet, selon les données officielles publiées mercredi.

En juillet, la production industrielle avait chuté de 6,4%, un recul moins fort que les baisses à deux chiffres enregistrées depuis le mois de mars (-14,1% en mars, -34,1% en avril, -24,5% en mai, -14% en juin), selon les données corrigées des variations saisonnières et calendaires publiées par l'Institut national de la statistique (INE).

Par secteur, l'industrie du cuir et de la chaussure a subi en août la plus forte baisse (-26,9%), suivie par le raffinage de pétrole (-20,1%). En revanche, l'industrie textile a vu sa production augmenter de 24,1% par rapport à août 2019. Par rapport au mois de juillet, la production industrielle de l'Espagne a néanmoins augmenté de 0,4%, précise l'INE. "Cette hausse est généralisée dans tous les secteurs, à l'exception des biens de consommation non durable, qui reculent de 1,1%", souligne le communiqué. Le plus grand "dynamisme" revient au secteur des biens de consommation durable (+5,1% sur un mois) et à celui des biens d'équipement (+3,8%). L'Espagne, l'un des pays les plus touchés par la pandémie, avait soumis mi-mars sa population à un confinement extrêmement strict qui n'a été totalement levé que le 21 juin.

Le gouvernement avait ordonné du 30 mars au 9 avril l'arrêt de toutes les activités économiques "non essentielles", une mesure visant particulièrement la construction et l'industrie, afin de freiner la progression de l'épidémie.

## VENEZUELA

## Inflation de 844,1% entre janvier et septembre (Banque centrale)

Le Venezuela a vu son inflation atteindre 844,1% entre janvier et septembre, selon les données publiées mardi par la Banque centrale (BCV), alors que le pays reste secoué par une crise politique et économique sans précédent.

Pour le seul mois de septembre, les prix ont progressé de 27,9%, en légère accélération par rapport au mois précédent (+24,7%), a reconnu la BCV, proche du gouvernement de Nicolas Maduro et qui ne publie pas régulièrement l'indice officiel des prix.

L'inflation cumulée depuis le début de l'année est inférieure à celle estimée par le Parlement, contrôlé par l'opposition, qui avait évalué l'inflation entre janvier et août à 1.079,67%.

Au total, l'inflation sur un an a été de 3.078% en août, selon l'Assemblée nationale, qui publie depuis 2017 ses propres statistiques pour compenser l'absence de chiffres publiés par le gouvernement.

Plongé dans la pire crise de son histoire moderne, le Venezuela, par ailleurs producteur de pétrole, doit faire face à la plus importante inflation au monde et devrait subir cette année sa septième année consécutive de récession.

Dans le même temps, la valeur de sa monnaie, le bolivar, a plongé face au dollar. Fin avril, le gouvernement a annoncé une hausse de 77,7% du revenu minimum, qui comprend le salaire minimum et des bons alimentaires obligatoires. Il s'agit de la deuxième hausse depuis le début de l'année mais malgré cela, le salaire minimum n'équivalait actuellement qu'à 1,8 dollar par mois, ce qui est insuffisant pour se procurer un kilo de viande (3,4 dollars). Le Venezuela a terminé l'année 2019 avec une inflation de 9,585,5%, selon la Banque centrale, un chiffre supérieur à celui annoncé par le Parlement, qui avait estimé de son côté l'inflation à 7.374,4% sur la même période.

FEMME RURALE -  
DÉVELOPPEMENT**Mme Krikou salue  
le rôle et la contribution  
"inestimable"  
de la femme rurale  
au développement**

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a salué mardi à El Tarf le rôle et la contribution "inestimable" des femmes rurales au développement.

La ministre, accompagnée du ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a relevé lors de la visite d'une exposition artisanale tenue à l'hôtel Le Moulin à El Kala, les efforts déployés par l'Etat pour l'accompagnement des femmes rurales à travers les différents dispositifs de soutien destinés à la concrétisation de projets appelés à "opérer un changement sur le plan économique, notamment par le biais de l'intégration du domaine de l'entrepreneuriat avec une volonté digne d'intérêt." Mme Krikou a déclaré, dans ce contexte, que sa visite dans cette wilaya dans l'extrême Nord-est du pays s'inscrit dans le cadre de la préparation d'une conférence nationale consacrée à l'activité entrepreneuriale prévue le 15 octobre courant à Alger, en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Cette prochaine rencontre, qui intervient dans un contexte de pandémie liée à la propagation du Covid-19 et impose le suivi d'un protocole sanitaire, sera, a-t-elle assuré, une opportunité qui permettra à ces femmes qui se sont distinguées d'exposer leurs projets et faire valoir leur savoir-faire. La ministre a, par ailleurs, salué les performances des femmes rurales qui contribuent, a-t-elle dit, "à l'épanouissement de l'économie, au développement et à l'amélioration de leur rendement en assurant une plus value." Kaouter Krikou qui a visité une pépinière à El Malha, sise à El Kala et une micro entreprise d'une femme rurale spécialisée dans l'élevage bovin, a également présidé une cérémonie de distribution de décisions de financement de l'ANGEM et des équipements au profit de la famille productrice.

La ministre a par ailleurs rendu visite à une malade atteinte du cancer du sein résidant dans la localité rurale de Boumalek à El Kala à qui elle a assuré de la prise en charge de son cas.

## DÉVELOPPEMENT

**"La prise en charge des zones d'ombre  
vise la fixation des populations et la  
création d'activités" (Brahim Merad)**

La promotion des zones d'ombre, leur mise à niveau et la prise en charge des préoccupations de leur population relève d'une "politique éclairée et avisée devant permettre la fixation des habitants dans leurs régions d'origine et la création d'activités productives", a souligné mardi à Annaba le conseiller du président de la République, chargé de suivi des régions d'ombre, Brahim Merad.

"La prise en charge des préoccupations urgentes et nécessaires des populations en matière d'AEP, en énergie, le désenclavement, la promotion des conditions de scolarisation et de transport et l'élimination des facteurs des dangers naturels permettront d'assurer une mise à niveau du cadre de vie des habitants des zones d'ombre et la mise en place des conditions et mécanismes susceptibles de créer des activités productives dans ces régions lointaines", a précisé M.

Merad, au cours d'une visite de travail dans des régions d'ombre de cette wilaya situées à Chétaibi, Triât, et Séraïdi.

La mise à niveau est susceptible également de permettre à ces régions de rejoindre l'élan du développement tout en offrant l'opportunité aux habitants de ces zones de devenir un partenaire effectif du dynamisme économique du pays, a souligné M. Merad, rappelant que la mise en place des conditions pour une vie décente dans les régions d'ombre à travers les différentes opérations de développement, constitue "une priorité" pour le président de la République,



Abdelmadjid Tebboune, qui veille à sa concrétisation sur le terrain. Une enveloppe financière de l'ordre de 184 milliards DA a été mobilisée à l'échelle nationale à travers les différentes formules de financement disponibles dans les wilayas pour la concrétisation des opérations du développement inscrites dans le cadre de la prise en charge des besoins des habitants de plus de 15.000 zones d'ombre recensés dans le pays, a-t-on noté. Ces opérations décidées dans le cadre du développement des zones d'ombre permettent l'amélioration de la qualité de vie d'environ 9 millions de citoyens vivants dans ces zones, a

ajouté M. Merad, affirmant que l'année 2021 verra la mobilisation de davantage de financement pour la concrétisation des opérations de développement nécessaires à la promotion de ces régions.

Aux zones d'ombre "El Euzla" et "Zegaâ" dans la commune de Chétaibi, où 15 opérations de développement ont été affectées sur les 33 opérations retenues pour cette collectivité locale, M. Merad a inspecté le projet de réalisation de 5 forages pour l'alimentation en eau potable de plus de 1.200 habitants de la localité "El Euzla" et a assisté également à un exposé sur la réalisation d'une étude pour la protection de l'oued

Ankouche d'El Euzla des risques des inondations.

Dans la même région, M.

Merad a visité un stade de proximité et le projet de raccordement de la localité au réseau du gaz naturel avant de se rendre à la localité Zegaâ où il a inspecté un projet d'extension d'une ligne électrique de 7,4km pour le renforcement de la zone en énergie électrique. Le conseiller du président de la République, chargé de suivi des régions d'ombre, saluant les efforts déployés pour la prise en charge des préoccupations des habitants des zones d'ombre de Chétaibi notamment celle situées en régions montagneuses, a affirmé la mobilisation de davantage d'appui financier pour la concrétisation des opérations du développement et de relance notamment dans le domaine agricole. Il a appelé les jeunes, issus de ces régions à réfléchir à la création d'activités productives en rapport avec les potentialités de la région notamment dans l'élevage et l'agriculture.

M. Merad poursuivra sa visite mercredi à Annaba en se rendant aux zones d'ombre des com munes de Teriaât, Séraïdi et El Eulma.

## ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

**Bourbala: "la réalisation d'établissements  
en milieu ouvert, une nouvelle stratégie  
pour la réinsertion des détenus"**

Le Directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Fayçal Bourbala, a souligné mardi à Saïda que la

réalisation d'établissements en milieu ouvert s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie de réforme prônée par le

ministère de la Justice pour la préparation des détenus à leur réinsertion dans la société. Lors de l'inspection d'un nombre de projets d'établissements pénitentiaires dans la wilaya, M. Bourbala a déclaré à la presse que la nouvelle politique adoptée par le ministère de la Justice vise à faire employer les détenus d'établissements de rééducation, condamnés définitivement en milieu ouvert, pour leur permettre d'acquiescer des compétences dans des activités ayant une relation avec le domaine agricole, affirmant que ceci les aide à leur retour dans la société après avoir purgé leur peine. "La concrétisation de tels projets qui réunissent toutes les conditions nécessaires pour l'accueil des détenus a un impact positif leur réinsertion", a-t-il soutenu, soulignant que la mise en application des programmes adoptés dans les

ateliers d'emploi et de production en milieu ouvert devra préparer les détenus, une fois libres, à leur réinsertion dans la société afin de contribuer à l'éducation du pays.

Le Directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion a inspecté le chantier du projet d'un établissement en milieu ouvert d'une capacité d'accueil de 200 détenus, implanté sur une superficie de 10 hectares dans la commune de Ain Lahdjar. Les travaux de réalisation de ce projet doté d'une enveloppe de 618 millions DA, lancés en 2006, ont atteint un taux d'avancement de 70 %, a-t-on fait savoir.

Fayçal Bourbala s'est enquis du projet de réalisation du centre régional spécialisé pour femmes détenues à "Boukhors", à Saïda, qui devra être réceptionné en novembre prochain pour accueillir 200 détenus.

APS

## CRIMINALITÉ

**Sûreté d'Alger: démantèlement d'un réseau  
criminel et saisie de 195 kg de drogue  
et plus de 3 milliards de centimes**

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé, récemment, un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de drogue et saisi 195 kg de drogues et de l'argent liquide en dinar et en devise, a indiqué mardi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

La brigade anti-stupéfiants de la circonscription Est relevant de la Police judiciaire de la sûreté d'Alger est parvenue, dans le cadre de la concrétisation d'une opération qualitative, à démanteler un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de drogue de type cannabis, et arrêter 5 mis en cause, âgés de 28 à 68 ans".

Les mêmes services ont saisi, dans le cadre de la même opération ayant couronné avec succès des efforts de plusieurs mois, "une importante quantité de drogue de type cannabis dont le poids est de 195 kg, de l'argent liquide en dinars algériens (3,739 milliards de centimes) et tunisien (5,020 dinars) et en euro (295 euros), outre 3,930 unités de produits pyrotechniques, 3 véhicules et 8 téléphones portables". Après

parachèvement des procédures légales en vigueur, 1 es suspects devront être présentés devant les juridictions compétentes, souligne la source.

Par ailleurs, la brigade anti-stupéfiants de la Circonscription administrative Centre de la PJ de la Sûreté de la wilaya d'Alger, a démantelé «un réseau criminel international» organisé, spécialisé dans l'importation, le stockage et le trafic de drogues dures de type "héroïne".

Cette opération «qualitative» a été rendue possible grâce «aux efforts consentis sur le terrain par la brigade anti-stupéfiants, dotée d'une haute technicité.

L'opération s'est soldée par l'arrestation de (8) individus, dont deux de nationalité étrangère et la saisie d'une quantité de drogue de type "héroïne" (1,5 kg), de 55 millions de centimes en monnaie nationale, 4 véhicules, un passeport étranger, 2 ordinateurs portables et 13 téléphones portables.

Dès parachèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause seront déferés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.



## UE - ENVIRONNEMENT

**Emissions de CO2: le Parlement européen réclame une baisse de 60% en 2030**

Le Parlement européen a voté un objectif de réduction d'au moins 60% des émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'ici 2030, plus ambitieux que celui de -55% proposé par la Commission, alors que les Etats membres ne devraient prendre position qu'en décembre.

L'amendement, inscrivant cet objectif dans le cadre d'une vaste "loi climat", a été adopté tard mardi par les eurodéputés réunis en séance plénière à Bruxelles, par 352 voix contre 326 et 18 abstentions, selon des sources parlementaires.

Cette adoption, qui devra être confirmée mercredi par le vote du texte complet de la loi, ouvrira la voie à des pourparlers avec les Etats.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avait proposé mi-septembre de viser une réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre de l'UE en 2030 par rapport au niveau de 1990, contre un objectif actuellement fixé à -40%, afin de parvenir à l'objectif déjà entériné de "neutralité carbone" en 2050.

Désormais, les Etats membres doivent se prononcer sur cette proposition de l'exécutif



européen avant d'engager des négociations avec le Parlement sur l'échéance 2030.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept devraient se donner un délai supplémentaire avant de pren-

dre position sur un objectif.

Lors de leur prochain sommet des 15-16 octobre, ils prévoient simplement de "discuter" de la proposition de la Commission sur l'objectif 2030 et des "mesures nécessaires

pour y parvenir", avant d'y revenir en décembre, selon des conclusions provisoires consultées.

Selon l'accord de Paris de 2015 sur le climat, "l'UE et ses Etats membres, agissant de concert, doivent soumettre l'actualisation de leurs contributions nationales d'ici la fin de l'année", précise ce document. Les Vingt-Sept devraient donc déterminer lors du sommet des 10-11 décembre -- un calendrier qui rend compliqué de trouver ensuite un accord avec le Parlement européen d'ici fin décembre.

Dans l'immédiat, le vote des eurodéputés est "historique (...), un signal extrêmement fort face aux négociations de l'automne", a salué l'eurodéputée Jytte Guteland (Sociaux-Démocrates), rapporteur de la "loi climat", tout en appelant à "rester prudents avant le vote final".

## INDONÉSIE-NAUFRAGE

**Contact perdu au large de Bali avec un navire avec 12 personnes à bord**

Le contact a été perdu avec un navire transportant 12 personnes au large de l'île indonésienne de Bali, où se déroule l'opération de recherche et de sauvetage, a déclaré mercredi un des principaux sauveteurs.

Le navire de pêche KM Tanjung Permai, exploité par une société de pêche PT Liniati Abadi, a communiqué pour la dernière fois avec la société à 21h heure locale lundi (14h GMT), selon le chef de l'unité opérationnelle du bureau de recherche et de sauvetage de Bali, Anak Agung Ketut Alif Supartana. "Selon la société, au cours de la communication, un membre d'équipage a signalé que de l'eau de mer avait pénétré la coque", a indiqué M. Supartana cité par l'agence Chine nouvelle.

Par contre, il n'a pas pu être clairement établi si cet état de fait était dû à une fuite ou à de grosses vagues qui auraient frappé le navire, a-t-il ajouté. M. Supartana a estimé que les conditions météorologiques étaient défavorables dans la région depuis plusieurs jours, avec des vagues énormes qui ont balayé l'ensemble du territoire.

"Tous les marins ici ont été prévenus de manière informelle par l'agence météorologique. Ils ont été priés de reporter leurs activités de pêche". Un hélicoptère, deux navires, du personnel du bureau local de recherche et de sauvetage, de la marine et de la police ont été déployés pour cette mission de recherche et de sauvetage, a-t-il affirmé.

## FORETS

**Nécessaire changement transformationnel de gestion des forêts et de leur biodiversité (FAO)**

Il est nécessaire d'opérer un changement transformationnel dans la manière de gérer les forêts et leur biodiversité, a indiqué l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un communiqué publié sur son site web citant le directeur général de la FAO, Qu Dongyu.

Lors de son allocution prononcée à l'occasion de la 25e session du Comité des forêts, M.

Qu a fait savoir qu'il s'agit également d'opérer ce changement dans la manière de produire et de consommer des aliments et d'interagir avec la nature dans le but de "reconstruire en mieux" après la pandémie du COVID-19 et réaliser les Objectifs de développement durable (ODD).

Il a également souligné que la pandémie avait montré que les forêts pouvaient servir de filet de sécurité - en particulier aux personnes pauvres et vulnérables - en

période de crise, en offrant de nombreuses possibilités de "reconstruire en mieux".

"Nous devons trouver des moyens d'accroître la production agricole et d'améliorer la sécurité alimentaire sans réduire la superficie forestière", a plaidé M. Qu, avant d'appeler à modifier les états d'esprit en profondeur et à repenser les modèles d'activité. "L'arrêt de la déforestation et le renforcement du reboisement doivent être un élément fondamental de la transformation durable des systèmes alimentaires", a-t-il insisté. Dans son allocution, M. Qu a exhorté à redoubler d'efforts pour exploiter pleinement le potentiel des forêts et de la diversité alimentaire et à accroître les investissements dans le secteur des forêts durables.

En effet, ces actions sont cruciales pour la réalisation des objectifs mondiaux tels que l'élimination de la faim et de la pauvreté, l'adaptation au changement clima-

tique et l'atténuation de ses effets, ainsi que la conservation de la biodiversité.

En outre, il a fait le lien avec l'initiative Villes vertes, lancée par la FAO le mois dernier et dont l'objectif est de transformer les systèmes agroalimentaires, d'éliminer la faim et d'améliorer la nutrition en zone urbaine. Il a indiqué que les villes étaient essentielles pour "reconstruire en mieux" car elles disposaient "des capacités, des technologies, des investissements, des informations et du pouvoir d'achat". Il a ajouté qu'elles pouvaient être à la fois "le promoteur et le moteur de la transformation".

A noter que cette année, la session du Comité des forêts se tient du 5 au 9 octobre à Dis tance et a pour thème "Les forêts et la Décennie d'action pour les ODD : des solutions en faveur de l'adaptation au changement climatique, de la biodiversité et des populations".

## MEXIQUE - OURAGAN

**L'ouragan Delta se renforce en catégorie 4, s'approche du Mexique**

L'ouragan Delta s'est renforcé mardi en catégorie 4 et pourrait être "extrêmement dangereux" lorsqu'il touchera mercredi la péninsule du Yucatan au Mexique, ont annoncé les services météorologiques américains.

Selon les prévisions, Delta, dont les vents soufflent jusqu'à 215 km/h, devait passer au sud-ouest des îles Caïmans dans l'après-midi et sera "un ouragan de catégorie 4 extrêmement dangereux lorsqu'il touchera la péninsule du Yucatan mercredi", a averti le Centre national des ouragans (NHC).

Le Mexique a ordonné le déploiement de 5.000 militaires dans une région du sud-est du pays qui risque d'être touchée par l'ouragan Delta, ont annoncé mardi les autorités.

La Commission mexicaine des eaux (Conagua) a indiqué

que "Delta s'est intensifié pour devenir un ouragan de catégorie 4 sur l'échelle de Saffir-Simpson.

Son centre est situé à 675 km au sud-est de Cozumel et à 710 km au sud-est de Cancún", dans l'Etat de Quintana Roo.

Delta souffle avec des vents soutenus allant jusqu'à 155 km/h et se déplace vers l'ouest-nord-ouest, à la vitesse de 24 km/h, a indiqué la Commission dans un communiqué de presse.

Le National Hurricane Center (NHC), basé à Miami, aux Etats-Unis, a déclaré que "des conditions d'ouragan extrêmement dangereuses sont attendues pour le nord-est de la péninsule du Yucatan à partir de mercredi.

Les autorités des Etats de Quintana Roo et du Yucatan ont élevé le niveau d'alerte de la protection civile en prévi-



sion de l'arrivée de Delta sur leur territoire.

Delta est la vingt-sixième tempête désignée au cours d'une saison d'ouragans inhabituellement active dans l'Atlantique, au cours de

laquelle plusieurs records ont été battus, ce qui a entraîné l'épuisement de la liste des noms de tempêtes.

Les météorologues ont commencé à les identifier avec l'alphabet grec.

## TABAC - RECHERCHE

**Fumer peut avoir des conséquences sur le placenta des femmes enceintes, même après l'arrêt du tabac**

La consommation de tabac, même lorsqu'elle est stoppée avant la grossesse, peut avoir des conséquences sur le placenta de la femme enceinte, selon une étude française publiée mercredi. Des chercheurs de l'Inserm, du CNRS et de l'Université de Grenoble Alpes (UGA) ont étudié l'ADN placentaire de 568 femmes réparties en trois catégories: non-fumeuses, ayant arrêté de fumer dans les trois mois précédant la grossesse ou ayant continué à fumer avant et pendant leur grossesse. Chez les fumeuses, les scientifiques ont observé des altérations dites "épigénétiques" dans 178 régions du génome placentaire (la séquence d'ADN n'est pas modifiée, mais la façon dont les gènes s'expriment peut être affectée). Chez les anciennes fumeuses, ces altérations sont bien moins nombreuses mais ont malgré tout été retrouvées dans 26 régions, montre leur article publié dans la revue BMC Medicine. Le placenta conserverait donc la "mémoire" de l'exposition au tabac des femmes avant leur grossesse, expliquent l'Inserm, le CNRS et l'UGA dans un communiqué accompagnant l'étude. Il a été montré que la consommation de tabac pendant la grossesse avait de nombreuses conséquences néfastes sur la santé de la mère et de l'enfant, mais "les mécanismes en jeu sont encore mal connus". On sait par ailleurs que le placenta, vulnérable à de nombreux composés chimiques, joue un rôle crucial dans le développement du fœtus. Dans l'étude, les chercheurs ont constaté que les régions altérées correspondaient le plus souvent à des zones qui contrôlent à distance l'activation ou la répression de gènes. De plus, une partie d'entre elles étaient situées sur des gènes connus pour avoir un rôle important dans le développement du fœtus. Aussi, Johanna Lepeule, chercheuse à l'Inserm qui a dirigé ces travaux, fait l'hypothèse que les modifications épigénétiques observées sur le placenta de mères fumeuses ou ex-fumeuses "pourraient en partie expliquer les effets du tabagisme observés sur le fœtus et la santé ultérieure de l'enfant".

## S A N T É - A L G É R I E

## ADRAR

**"La situation épidémiologique de la malaria est stable" (ministre)**

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, a indiqué mardi à Adrar que "la situation épidémiologique de la malaria était stationnaire dans la wilaya d'Adrar".

"La situation épidémiologique du paludisme est stable dans cette wilaya frontalière, au regard des efforts fournis pour la prise en charge et le suivi de cette pathologie", a affirmé M. Benbouzid, lors de sa visite de travail dans la wilaya.

Accompagné du ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Smail Mesbah, le ministre de la Santé a signalé que "la wilaya d'Adrar n'a relevé aucun cas de malaria, ces quatre derniers jours", rappelant que "la région est exposée durant cette période de l'année à cette maladie importée de pays voisins, Mali et Niger, qui enregistrent de fortes pluies, un facteur propice à la prolifération de moustiques, vecteur de la maladie".

"Les analyses menées sur les quatre cas de décès signalés dans la région n'ont pas confirmé une mort due à la malaria", a ajouté M.

Benbouzid, rassurant que "toutes les mesures préventives et de lutte contre la pathologie ont été entreprises".

Il s'agit, a-t-il dit, de la mobilisation de moyens humains et matériels (staffs médicaux et médicaments notamment) aux frontières, en plus des équipes médicales dépêchées par le ministère de tutelle pour renforcer les actions préventives.

Le bilan épidémiologique dans la wilaya d'Adrar fait ressortir, jusqu'à hier lundi, 137 cas, tous importés, dont 106 cas parmi la gent masculine, selon les explications fournies.

Entre autres mesures préventives prises, la mise en place d'une commission de suivi au niveau de la direction de la Santé et de la Population de la wilaya et de l'établissement public de santé de proximité de Bordj Badji-Mokhtar, en plus des instructions données aux bureaux de la protection de la Santé au niveau de la wilaya pour dynamiser le programme de lutte chimique et biologique contre les moustiques. La mobilisation de 400 tests rapides de dépistage de la maladie dans les zones d'établissement des populations nomades, la mise en place d'une équipe médicale composée de praticiens, de paramédicaux et de laborantins chargées des analyses et dépistage par test de la goutte épaisse, la prise en charge des malades et le renforcement de l'action de sensibilisation et de prévention, font partie des mesures prophylactiques prises à cet effet. La délégation ministérielle a, lors de cette visite de travail, inspecté une série de structures, dont le centre anticancéreux (CAC), les établissements publics hospitaliers "EPH-120 lits" et "EPH-Ibn-Sina" au chef lieu de la wilaya.

Elle s'est enquis au niveau de "TEPH-120 lits" de l'unité des analyses et de dépistage du coronavirus (Covid-19), où M. Benbouzid s'est félicité du fonctionnement et des activités de ce service et des efforts déployés par le staff médical chargé des analyses et du dépistage en une "courte" durée, après que les échantillons étaient transférés auparavant vers l'Institut Pasteur d'Alger pour analyses.

Le ministre, qui a procédé au chef lieu de wilaya à l'inauguration d'une clinique d'hémodialyse privée d'une capacité de 13 lits, a valorisé l'investissement privé dans le secteur de la santé, qui permettra "d'assurer une complémentarité des prestations médicales entre les secteurs public et privé, notamment en spécialités médicales non pourvues dans la région". M. Benbouzid a aussi mis l'accent sur la nécessité d'adhérer aux efforts de numérisation du secteur, en vue d'assurer une gestion optimale, notamment en termes de définition précise des besoins des établissements en médicaments.

"Le ministère de la Santé s'engage à mettre à la disposition du CAC les moyens et équipements nécessaires pour assurer un service public qualitatif et continu, et une meilleure prise en charge des malades", a souligné M. Benbouzid, qui a saisi l'opportunité pour s'enquérir des doléances du corps médical de cette structure médicale spécialisée, en rapport notamment à l'ouverture et l'équipement d'un service d'anatomie et le renforcement du centre en appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM). La visite de la délégation ministérielle dans la wilaya d'Adrar a été clôturée par une rencontre avec les représentants de la société civile, qui ont soulevé une série de préoccupations. Elles sont afférentes notamment à la révision de la carte de déploiement des praticiens spécialistes - dans le cadre du service civil - à travers les établissements hospitaliers, en fonction des moyens et équipements disponibles pour assurer leur rentabilité, ainsi que le renforcement du programme de formation et de qualification des staffs médicaux, dont les sages-femmes rurales et les gynécobstétriciens, à l'effet d'améliorer les prestations de santé, surtout dans les zones d'ombre.

M. Benbouzid a appelé, à ce titre, à établir un programme de formation à travers la projection des journées de formation médico-chirurgicales spécialisées, avant de faire part de la disposition de ses services à dépêcher des professeurs de médecine chargés d'encadrer ces activités de formation.

**121 nouveaux cas, 94 guérisons et 6 décès**

Cent vingt-et-un (121) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 94 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mercredi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 52.520 dont 121 nouveaux cas, soit 0,3 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1779 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 36.857, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 19 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 26 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 3 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Par ailleurs, 31 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

**CANCER****Aïn Defla : plus de 1250 malades pris en charge par l'association "El Fedjr" depuis 2015**

Au total, 1250 personnes atteintes de cancer sont prises en charge à Aïn Defla par l'association "El Fedjr" d'aide aux personnes atteintes de cancer depuis 2015 à ce jour, a-t-on appris mardi auprès de sa présidente.

Sur l'ensemble des malades pris en charge, il est dénombré 796 femmes atteintes de cancer du sein, a précisé à l'APS Malika Mekki, signalant que depuis le début de l'année en cours à ce jour, 121 malades (tout type de cancer confondus) sont pris en charge par l'association.

"La prise en charge des malades cancéreux résidant le plus souvent dans les régions enclavées de la wilaya a trait aux scanners, analyses et bilans", a fait savoir Mme Mekki, faisant état de deux assistantes médicales travaillant au profit de l'association au



niveau du CHU Frantz Fanon de Blida ainsi que du centre Pierre et Marie Curie (CPMC) de l'hôpital Mustapha (Alger).

Evoquant la crise sanitaire et son incidence sur la prise en charge des malades, la présidente de l'association El Fedjr a noté que faute de la disponibilité du transport inter-wilaya, nombre de femmes suivant leurs cures (radiothérapie

et chimiothérapie) à l'hôpital de Blida ont raté leur rendez-vous. Le même constat est susceptible d'être fait s'agissant des enfants cancéreux de la wilaya lesquels, en l'absence d'un service d'oncologie infantile à Aïn Defla, sont contraints de se rendre au CPMC, a-t-elle encore fait remarquer.

"Il est clair que l'avènement de la Covid-19 a littéralement chamboulé les choses, nous empêchant d'organiser des portes ouvertes (notamment au niveau des zones rurales) sur la maladie parce que fut le cas par le passé", a regretté Mme Mekki, faisant état de 60 femmes atteintes de cancer du sein depuis le début de la pandémie.

Pour sa part, le responsable du service oncologie et maladies cancéreuses de l'établissement public hospitalier (EPH) de Aïn Defla, Mohamed Abada, a fait état de "80 à 100 cas de cancer du sein enregistrés chaque année à Aïn Defla durant ces dernières années".

"Cela représente quelque 30 % des cas de cancer enregistrés à l'échelle de la wilaya", a-t-il observé, mettant l'accent sur l'importance du dépistage dans le cas de cette redoutable pathologie.

**EPIDÉMIE - PRÉVENTION****Ouverture, avant fin 2020, d'un laboratoire de dépistage du coronavirus à l'université de Blida**

Un laboratoire pour le dépistage du nouveau coronavirus sera ouvert à l'université "Saïd Dahleb" de Blida, avant la fin de l'année en cours, en coordination avec l'Institut Pasteur d'Alger, a-t-on appris, mardi, auprès du recteur de l'université, Mohamed Benzina.

"Un avis d'appel d'offre a été lancé pour l'équipement de ce laboratoire", a indiqué, à l'APS, M. Benzina, ajoutant que l'encadrement de cette structure "devant constituer un important appui pour le dépistage de cas d'atteintes par la Covid-19, au sein de la communauté universitaire et de la population", sera assuré par des enseignants spécialistes en épidémiologie et biologie, a-t-il fait savoir.

S'exprimant sur la rentrée univer-

sitaire fixée pour le 22 novembre prochain, le même responsable a assuré la mobilisation de "toutes les conditions garantissant le bon accueil des étudiants, en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle", a-t-il dit.

Il a signalé, en outre, le parachèvement de l'année universitaire écoulée, à travers notamment l'organisation des examens de rattrapage et des cours de révisions qui seront terminés vers le 15 novembre prochain, a-t-il précisé. Des réunions de travail avec les responsables des facultés et des départements sont en cours, pour, a-t-il ajouté, examiner les moyens d'organiser les étudiants durant la prochaine rentrée. "De nombreuses propositions sont à l'étude, comme la répartition des étudiants en groupes du matin et

du soir, par jour, ou par semaine, dans le cadre du strict respect du protocole sanitaire afin de prévenir la propagation de la Covid-19 au sein de la communauté universitaire".

Le responsable a affirmé, à ce titre, l'application de l'ensemble des mesures sanitaires nécessaires, dont la prise de la température, le port de la bavette, la disponibilité des désinfectants hydroalcooliques, et la mise en place de points d'eau et du savon liquide pour le lavage des mains, outre le respect de la distanciation sociale, et la disponibilité d'une salle d'isolement sanitaire pour l'examen par les médecins du centre médico-social relevant de l'université des éventuels cas suspects.

## P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

## IRAN

## Plus de 4.000 nouveaux cas d'infection en 24h

Plus de 4.000 nouveaux cas d'infection au coronavirus ont été enregistrés en Iran en 24 heures, au lendemain d'un bilan record de mortalité quotidienne, selon des chiffres officiels publiés mardi.

"Le nombre de personnes infectées (...) s'élève à 4.151" pour les dernières 24 heures, au cours desquelles "nous avons malheureusement perdu de 227 de nos chers compatriotes", a déclaré Sima Sadat Lari, porte-parole du ministère de la Santé, au cours de son point-pressé quotidien sur l'épidémie.

Les autorités sanitaires ont déploré lundi 235 décès supplémentaires dus au nouveau coronavirus en 24 heures, chiffre égalant le record de mortalité quotidienne établi fin juillet.

Selon les chiffres officiels, la pandémie a fait



27.419 morts (sur un total de 479.825 personnes infectées) en Iran, pays de loin le plus touché par la pandémie

au Proche et au Moyen-Orient. Alors que la situation à Téhéran ne cesse de s'aggraver, selon le ministère de la Santé, les autorités de la capitale ont indiqué avoir décidé de rendre obligatoire le port du masque partout dès qu'on sort de chez soi à partir de samedi afin de contenir la progression de l'épidémie.

Elles y ont déjà notamment fermé depuis samedi, et jusqu'à vendredi, mosquées, écoles, universités, cinémas, musées, stades, zoos et cafés et interdit "les événements et conférences culturels et sociaux" ainsi que les prières du vendredi.

## USA

## L'Agence des médicaments (FDA) publie des critères plus stricts pour les vaccins

L'Agence américaine des médicaments (FDA) a fixé mardi des critères plus stricts que ceux désirés par la Maison Blanche pour approuver en urgence tout futur vaccin contre le Covid-19, rendant improbable toute autorisation avant l'élection présidentielle du 3 novembre. Les fabricants de vaccins devront attendre au moins deux mois après l'injection de la dernière dose dans les essais cliniques de phase 3 avant de soumettre une demande de commercialisation, demande la FDA dans un document publié en ligne. Or les trois essais en cours aux Etats-Unis ont commencé respectivement fin juillet (Moderna, Pfizer) et fin septembre (Johnson & Johnson), et les deux premiers requièrent deux doses espacées de trois ou quatre semaines. Les vaccins devront montrer une efficacité d'au moins 50% de prévenir le Covid-19, et la FDA exige que tout essai ait au minimum cinq cas sévères de Covid-19 dans le groupe placebo, le but du vaccin étant de prévenir les formes graves de la maladie.

"La FDA s'engage à ce que le processus de développement et d'évaluation scientifique des vaccins contre le Covid-19 soit aussi ouvert et transparent que possible", a tweeté le chef de la FDA, Stephen Hahn, qui a selon les médias américains remporté un bras de fer de plusieurs semaines avec la Maison Blanche pour imposer ces critères-là.

Ce document réglementaire semble couper l'herbe sous le pied de Pfizer, dont le patron a plusieurs fois répété que son essai clinique aurait suffisamment de données d'ici fin octobre, ce qui correspondait à l'espoir de Donald Trump.

Moderna, à l'inverse, avait déjà dit tabler sur fin novembre.

## RECHERCHE

## Le Covid-19 peut se propager dans l'air, confirment les autorités sanitaires américaines

Les Centres américains de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) ont officiellement ajouté lundi la voie aérienne comme un mode de propagation possible du Covid-19, se rangeant à l'avis de nombreux scientifiques qui plaident depuis des mois pour une meilleure prise en compte de ce risque. Les CDC ont actualisé lundi leurs recommandations sanitaires sur leur site, écrivant: "Certaines infections peuvent être transmises par une exposition au virus dans de petites gouttelettes et particules qui peuvent rester suspendues dans l'air pendant des minutes ou des heures.

Ces virus pourraient être capables d'infecter des gens qui se trouvent à plus de six pieds (deux mètres environ, ndr) de la personne infectée, ou après le départ de cette personne".

La rougeole, la varicelle et la tuberculose se transmettent également par la voie aérienne.

Les experts des CDC estiment que la voie principale de contagion reste les gouttelettes respiratoires de diverses tailles projetées à proximité par une personne infectée, lorsqu'elle tousse, éternue, chante, parle ou respire. Mais la mise à jour, dix mois après le début de la pandémie, consacre la validité de multiples études démontrant que le coronavirus, sans être aussi contagieux que la rougeole, peut bien être transmis à plus de deux mètres de distance, une hypothèse qui était négligée par les CDC et l'Organisation mondiale de la Santé à l'apparition du virus appelé SARS-CoV-2. Les CDC notent l'importance de la ventilation dans les espaces intérieurs pour prévenir les contaminations. En revanche, l'infection par une surface contaminée n'est "pas considérée comme une forme commune de propagation du Covid-19", écrivent les CDC. Pour l'organisme sanitaire, les précautions à prendre ne changent pas: distanciation physique, port du masque, lavage des mains, éviter les lieux intérieurs bondés, et s'isoler quand on est malade. Un groupe de scientifiques américains faisait pression pour une mise à jour des consignes sanitaires officielles, fondées sur une distinction obsolète entre gouttelettes et aérosols datant des années 1930.

"Les virus dans les aérosols peuvent rester suspendus dans l'air pendant de nombreuses secondes et heures, comme la fumée, et peuvent être inhalés", ont écrit lundi des experts des universités de Californie, du Maryland, de Virginia Tech et d'autres dans une lettre commune.

## ETATS-UNIS

## Un des principaux collaborateurs de Trump testé positif

Un des principaux collaborateurs du président américain Donald Trump, Stephen Miller, a dit mardi être testé positif au nouveau coronavirus, ont rapporté les médias.

"Au cours des cinq derniers jours, j'ai travaillé à distance et je me suis isolé. Les tests ont été négatifs tous les jours jusqu'à hier. Aujourd'hui, j'ai été testé positif au COVID-19 et je suis en quarantaine", a indiqué M. Miller dans un communiqué. M. Miller est la der-

nière personne en date à avoir été contaminée à la Maison Blanche, où un nombre croissant de membres du personnel, dont le président lui-même, ont été infectés par le virus.

Son épouse Katie Miller, directrice de la communication du vice-président Mike Pence, avait été testée positive au COVID-19 en mai dernier.

Son dernier test en date est revenu négatif mardi matin, mais elle s'est envolée avec M. Pence pour Salt Lake

City, dans l'Utah, pour le débat vice-présidentiel de 2020 prévu mercredi, selon les dernières informations. Devin O'Malley, l'attaché de presse de M. Pence, a tweeté mardi soir que le vice-président avait été testé à nouveau négatif dans l'après-midi.

"Le vice-président Mike Pence est encouragé à poursuivre ses activités normales et n'a pas besoin de se placer en quarantaine", selon un mémo rédigé par son médecin.

## Trump rend un "mauvais service" à la population en minimisant la menace du COVID-19 (Andrew Cuomo)

Le président américain Donald Trump rend un mauvais service à la population en minimisant la menace de la pandémie de COVID-19, a déclaré le gouverneur de l'Etat de New York Andrew Cuomo lors d'une conférence de presse mardi.

"Davantage de gens sont morts dans ce pays que dans d'autres pays du monde qui faisaient bien pire que nous (...) N'ayez pas peur du COVID ? Non. ayez peur du COVID. Il peut vous tuer.

Ne soyez pas cavalier", a lancé M. Cuomo.

Le gouverneur répondait au tweet de M. Trump publié lundi après-midi depuis la Maison Blanche après sa sortie de l'hôpital. "Me sens vraiment bien ! N'ayez pas peur du COVID.

Ne le laissez pas dominer votre vie", a tweeté Donald Trump. Tout en souhaitant bonne chance au couple Trump, M. Cuomo a vivement critiqué l'attitude du président à l'égard de la pandémie. "Je pense que le

président est en train de rater une occasion (...) de rendre service à la population, je pense que c'est un mauvais service qu'il lui rend actuellement". Il a également accusé la Maison Blanche et son locataire d'avoir semé la confusion quant aux faits et à la situation de la pandémie dans les pays.

"Cette confusion a coûté à cette nation de nombreuses vies, dépenses, douleur et difficultés inutiles", a-t-il déploré. "Le déni ne

fonctionne pas (...) Reconnaissez le problème : c'est un virus effrayant. Soyez intelligents, soyez prudents", a ajouté le gouverneur de l'Etat de New York. Selon le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins, le nombre de décès liés au nouveau coronavirus aux Etats-Unis s'élevait à 210.716 en date de mardi soir, tandis que le nombre de cas confirmés a presque atteint les 7,5 millions.

## CHINE

## Les Chinois sont les plus satisfaits de la manière dont leur gouvernement a géré la pandémie de COVID-19 (sondage international)

Le peuple chinois est le plus satisfait de la manière dont son gouvernement a géré la pandémie de coronavirus, selon un sondage cité mardi par la presse britannique.

L'édition en ligne du Daily Mail a indiqué que des universitaires américains et espagnols avaient interrogé près de 13.500 personnes dans 19 pays gravement touchés par le COVID-19 afin d'évaluer la réaction du public à la gestion de l'épidémie par différentes nations.

Il était notamment demandé aux personnes interrogées d'évaluer la gestion de la crise par leur gouvernement, notamment concernant l'efficacité des mesures de confinement, la solidité des

procédures de dépistage et la protection apportée aux personnes vulnérables pendant la première vague.

Les résultats ont montré que le peuple chinois était le plus satisfait de la réaction de son gouvernement, avec un score de 80,5 sur 100.

La Corée du Sud (74,5), l'Afrique du Sud (64,6), l'Inde (63,8) et l'Allemagne (61,32) figurent parmi les cinq pays les mieux notés.

L'étude a été réalisée par des chercheurs de l'Institut pour la santé mondiale de Barcelone et de la City University of New York.

Ses résultats ont été publiés dans PLOS ONE, une revue scientifique en libre accès publiée par la Public Library

of Science. Selon le sondage, le score moyen des Etats-Unis - où 773 répondants ont répondu à un éventail de questions - était de 50,57, soit au neuvième rang. Le gouvernement américain a obtenu les scores les plus élevés pour l'aide apportée aux citoyens en termes de revenus, de nourriture et d'hébergement pendant la pandémie. Le Royaume-Uni a quant à lui obtenu un score moyen de 48,66, ce qui le classe en 13e position.

Le sondage a été effectué en ligne du 16 au 20 juin 2020 sur un échantillon de 13.426 répondants âgés de 18 ans et plus, et venus de 19 pays différents. Chaque pays comptait entre 619 et 773 participants.

# HYGIÈNE POUR BÉBÉ LES COSMÉTIQUES POUR BÉBÉS NOCIFS POUR LEUR SANTÉ

Les produits pour bébés comme les lingettes, laits nettoyants et les shampoings contiendraient des substances chimiques à risque pour leur santé. Une ONG tire la sonnette d'alarme.

Faut-il se méfier des shampoings, laits nettoyants et autres cosmétiques avec lesquels on prend soin de bébé ? La question se pose après la parution d'une enquête réalisée par l'Organisation gouvernementale Women in Europe pour a Common Future (WECF) qui épingle la composition de certains produits pour bébés. L'ONG a passé en revue 341 produits cosmétiques pour bébés en juillet et août 2015, vendus en France dans les pharmacies, parapharmacies, supermarchés, mais aussi les magasins bio.

Elle a analysé les ingrédients sur la base d'études scientifiques de l'Union européenne et de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM). À l'issue de ce travail d'investigation, les ingrédients des échantillons ont été classés selon trois critères : "risque élevé", "risque modéré" et "risque faible ou non identifié".

Les conclusions sont inquiétantes : 299 des produits sur 341 seraient dangereux pour bébé car composés d'ingrédients à "risque élevé". Parmi ces substances toxiques, figurent un allergène par

contact (la méthylisothiazolionne), présent dans 19 produits dont sept lingettes; un conservateur soupçonné d'être néfaste pour la reproduction (le phénoxyéthanol) et retrouvé dans 24 produits dont 26 lingettes; des parfums à risque allergène dans 226 produits, résume l'étude reprise par l'AFP.

## LIMITER L'USAGE DES PRODUITS PARFUMÉS

Certains produits moussants, utilisés dans des shampoings ainsi que des savons laitiens, ont révélé la présence de sulfates (laureth et lauryl sulfate) critiqués pour leur pouvoir irritant sur la peau (encore plus pour la peau fragile des tout petits). Des huiles minérales dérivées du pétrole ont également été identifiées. Or ces produits peuvent se révéler comédogènes en bouchant les pores mais surtout ils peuvent être facilement contaminés par des impuretés.

Face à ce constat, l'ONG préconise l'interdiction des trois ingrédients [classés] à risque élevé dans tous les cosmétiques destinés aux enfants de moins de trois ans.



Enfin, l'ONG adresse un message à destination des parents les invitant à "limiter l'usage de ces produits cosmétiques et d'éviter le

plus possible les produits parfumés". Ce n'est pas la première fois que les lingettes et autre produits pour bébés sont pointés du doigt

pour leur potentiel toxique. Une enquête du magazine 60 millions de consommateurs avait déjà alerté sur ce problème en 2014.

## LES LINGETTES ET LAITS SONT SOUVENT TOXIQUES

52 produits d'hygiène pour bébé ont été testés par le magazine 60 millions de consommateurs. Plus de la moitié d'entre eux (28) sont dangereux pour les petits. Ils contiennent des produits interdits, allergisants et irritants.

Les produits d'hygiène pour bébés sont trop souvent fabriqués avec des produits toxiques, selon la nouvelle enquête du magazine 60 millions de consommateurs. Lingettes, laits et crèmes ont été passés au crible par l'association de consommateurs. Les résultats de l'étude ont été publiés et font froid dans le dos.

### DES LINGETTES MISES SUR LA TOUCHE

« Sur les neuf lingettes étudiées, nous estimons que six ne devraient pas être utilisées pour les bébés. Nos tests pointent notamment la présence de phénoxyéthanol dans quatre références alors que l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) déconseille son usage », explique le magazine.

En effet, le phénoxyéthanol est un agent conservateur utilisé dans divers produits dont les pro-

duits cosmétiques. Il est accusé d'être un perturbateur endocrinien. « A l'issue d'une évaluation du risque lié à l'utilisation de cette substance dans les produits cosmétiques, il est recommandé pour les enfants de moins de 3 ans, de ne pas utiliser de phé-

noxyéthanol dans les produits cosmétiques destinés au siège et de restreindre la concentration de cette substance dans tous les autres types de produits à 0,4 % au lieu de 1% actuellement », rappelle l'ANSM dans un rapport.

Pourtant, les grandes marques

ne font pas exception. En effet, le rapport révèle que les Lingettes Mixa et Pampers ne doivent plus caresser les fesses de vos poupons. Les lingettes Poupina contiennent elles du propylparabène qui sera interdit en France en 2015 ainsi que deux substances allergisantes

(hydrolysats de protéines de blé, imidazolidinyl urée) et un composé irritant (propylène glycol).

### DES LAITS NETTOYANTS TOXIQUES

Et le constat ne s'arrête pas là. Le rapport dévoile aussi que de nombreux laits nettoyants pour bébé sont dangereux. L'association déconseille d'en utiliser 7 sur 10 et constate que 5 crèmes hydratantes sur 7 sont fabriquées avec des composants allergisants et sensibilisants.

Le magazine dénonce aussi des étiquettes mensongères. En effet, sur 11 produits cités comme toxiques, l'étiquette affiche la mention hypoallergénique.

Cette nouvelle enquête est d'autant plus surprenante que le magazine avait déjà pointé du doigt ces malversations.

En 2012, elle avait publié un rapport dénonçant déjà l'utilisation de ces substances toxiques dans les produits d'hygiène pour bébé. Le liste complète des 28 produits à éviter est publiée dans le dans le n°498 de 60 Millions de consommateurs à paraître le jeudi 23 octobre.



## Pas de lingettes au phénoxyéthanol sur les fesses des bébés

L'Agence nationale de médicament (ANSM) rappelle que les lingettes contenant du phénoxyéthanol, même en infime quantité, ne doivent pas être utilisées sur les fesses des bébés en raison du risque d'absorption sur une peau lésée.

"Les produits cosmétiques non rincés contenant du phénoxyéthanol ne doivent pas être utilisés sur les fesses des enfants de 3 ans ou moins" vient de rappeler l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) dans une décision sanitaire. L'ANSM demande en outre que les fabricants précisent sur l'étiquetage de leurs produits dits "non rincés" qu'ils ne peuvent pas être utilisés sur le siège des enfants de 3 ans ou moins. Une décision qui devra prendre effet dans un délai de 9 mois.

L'ANSM a pris cette décision suite à l'avis d'experts qui ont relevé que 64% des parents qui utilisent des lingettes déclarent les utiliser pour le siège, même si ces lingettes ne sont pas destinées à cet usage et contiennent du phénoxyéthanol à une concentration de 1%. "Il en découle que l'utilisation de ces lingettes est de nature à entraîner un risque pour la santé des enfants de 3 ans et moins. En effet, la zone du siège est une zone d'exposition particulièrement sensible avec un risque plus fréquent de peau lésée (érythème fessier) et par conséquent l'absorption du phénoxyéthanol s'en trouve favorisée", explique l'agence.

Le phénoxyéthanol est un agent conservateur utilisé dans divers produits cosmétiques, notamment ceux utilisés lors du change des bébés. Des études toxicologiques suggèrent une toxicité du phénoxyéthanol pour la reproduction et le développement à fortes doses chez l'animal, sans que de tels effets aient été rapportés chez l'homme.

# COMMENT BIEN NETTOYER LE VISAGE DE BÉBÉ ?

Votre meilleur allié pour nettoyer le visage de bébé ? Le sérum physiologique. Voici quelques conseils qui vous permettront d'instaurer un rituel tout en douceur avec le Dr Jean-Louis Chabernaud, pédiatre et réanimateur (hôpitaux universitaires - Paris Sud, AP-HP).

Avant de commencer la toilette de bébé, il est nécessaire de s'organiser. "Quand on nettoie la peau de son bébé, il faut être très précautionneux", indique le Dr Chabernaud, pédiatre et réanimateur (hôpitaux universitaires - Paris Sud, AP-HP).

Lavez-vous bien les mains puis installez-vous dans un endroit où vous vous sentirez en sécurité avec votre enfant. Évitez les tables à langer trop hautes pour ne pas risquer la chute de bébé. Et prévoyez d'avoir à portée de main tout ce dont vous aurez besoin.

### DU COTON ET DU SÉRUM PHYSIOLOGIQUE POUR LE NEZ

Si certains gestes impressionnent parfois les jeunes parents, sachez qu'ils ne font pas mal à votre tout-petit. Pour nettoyer le nez, "prenez un morceau de coton, roulez-le entre les mains. Introduisez la mèche ainsi formée dans l'une des narines de votre bébé", explique le pédiatre. Tournez délicatement afin de dégager les voies nasales. "Il n'est pas nécessaire d'aller très loin. Les saletés se trouvent le plus souvent près du bord", poursuit-il. Reproduisez ce geste dans l'autre narine en veillant à changer de coton.

Alternative largement éprouvée, surtout lorsque l'enfant est encombré : la DRP (la désobstruction rhinoaryanaïque). Placez votre bébé sur le côté. Pressez une dosette de sérum physiologique



dans sa narine extérieure.

Relâchez la pression au moment où vous roulez la dosette de sa narine.

Relevez bébé. Il est possible qu'il pleure ou qu'il toussse. N'ayez pas d'inquiétude, c'est tout à fait normal.

Changez-le ensuite de côté et recommencez la manipulation en prenant une nouvelle dosette.

### PAS DE COTON-TIGE POUR LES OREILLES

Banissez une fois pour toutes le coton-tige car il peut favoriser la formation d'un bouchon de cérumen ou endommager le tympan si on le pousse trop loin.

Évitez de mettre de l'eau dans le conduit de l'oreille de votre bébé pendant le bain, cela pourrait le gêner. Prenez plutôt une fine mèche de coton imbibée de sérum physiologique. Lavez le pavillon ainsi que l'arrière de l'oreille. Enfin, déchiez un autre morceau de coton, roulez-le dans vos doigts, de façon à ce qu'il forme un petit cône. Insérez-le avec précaution et peu profondément dans les oreilles de votre enfant.

### DE L'INTÉRIEUR VERS L'EXTÉRIEUR POUR LES YEUX

Pour nettoyer ses yeux, mettez quelques gouttes de sérum physiologique sur un coton.

Glissez délicatement, sans froter, du coin interne de l'œil vers le coin externe. Ne repassez jamais au même endroit. "Veillez à ce que l'œil de bébé soit bien fermé", précise le spécialiste. Vous pouvez aussi masser tout doucement le canal lacrymal si vous constatez la présence d'une petite saleté. Pensez à changer de morceau de coton lorsque vous passez à l'autre œil afin de ne pas le contaminer avec un éventuel microbe.

# ES REMÈDES DE GRAND-MÈRE POUR SOULAGER L'ÉRYTHÈME FESSIER

Les fesses de votre bébé sont rouges et irritées, c'est probablement dû à un érythème fessier. Lorsque la couche n'est pas changée assez souvent, les urines et les selles au contact de la peau peuvent provoquer des rougeurs, voire des boutons. Non traité, l'érythème peut rapidement s'aggraver. Voici nos remèdes 100% naturels pour redonner un teint rosé aux fesses de bébé.

### LE BEURRE DE KARITÉ APAISE LES FESSES ROUGES

"Si la maman ne devait avoir à sa portée qu'un seul produit pour soigner l'épiderme du bébé, ce serait le beurre de karité", estime Julien Kabeck, auteur du guide « Les Huiles végétales, c'est malin » (éd. Leduc.s). Une fois par jour et jusqu'à disparition de l'irritation, massez les fesses propres et sèches de bébé avec du beurre de karité bio préalablement chauffé dans la main. En prévention, pratiquez ce massage 1 à 2 fois par semaine.

Au change, massez les fesses irritées avec du macérât huileux de calendula aux propriétés apaisantes et anti-inflammatoires.

### L'OXYDE DE ZINC ET L'ALLANTOÏNE CICATRISSENT

L'allantoïne est extraite d'un végétal, la grande consoude, reconnue pour ses vertus apaisantes, hydratantes, cicatrisantes et réparatrices. « Pensez à l'inclusion de grande consoude pour préparer une lotion rapide et toute douce pour la peau sensible de votre bébé », conseille Emille Hébert dans « Mes soins bio, 40 recettes pour bébé et maman » (éd. Eyrolles). Elle propose également cette recette de « beurre fondant anti-irritations » qui combine



allantoïne et oxyde de zinc (protecteur et antiseptique) pour une action cicatrisante.

La recette :

- Dans un mortier, travaillez 25 g de beurre de karité et 10 g d'huile de rose musquée jusqu'à obtention d'un beurre très crémeux.

- Ajoutez 2 cuillerées à café d'oxyde de zinc, 1 pointe de couteau d'allantoïne, 1 goutte de vitamine E naturelle et homogénéisez avec le pilon. Transférez dans un flacon de 2 cl.

- En prévention : appliquez en couche épaisse sur les fesses de bébé 2 ou 3 fois par semaine.
- En soulagement : appliquez en couche épaisse à chaque change.

### DE LA FARINE DE RIZ POUR ASSÉCHER

Cette poudre est formulée à base de farine de riz bio, adoucissante, et d'huile d'amande douce. Elle abaisse l'humidité. Elle est recommandée pour protéger les fesses après chaque change et y laisse un film isolant et apaisant »

explique Emille Hébert qui propose dans son livre cette recette.

La recette :

- Travaillez au mortier 50g de crème de riz (en poudre) ou de féculé de maïs, 10g d'oxyde de zinc, 10g d'argile blanche avec 5 gouttes d'huile d'amande douce.

- Transvasez dans un gros pot et ajoutez 10g de pétales de rose séchées en poudre (ou de lavande), 50 ml d'huile. Laissez reposer 3 jours et tamisez. Versez dans un poudrier ou une saletière.

- Après le change, poudrez les fesses propres et sèches de votre bébé avec cette poudre douce.

### UN CHANGE RÉGULIER

Le meilleur remède contre les fesses rouges ? La prévention, avec un change régulier afin d'éviter que les fesses ne massèrent dans la couche. Et lorsque c'est possible, laissez les fesses de votre bébé à l'air.

## ETHIOPIE

## Les sénateurs votent pour une rupture avec les responsables du Tigré

Les sénateurs éthiopiens ont voté mardi pour une rupture des contacts entre les autorités fédérales et les responsables de la région du Tigré, qui ont défilé le mois dernier le Premier ministre Abiy Ahmed en organisant des élections qualifiées d'illégales par le pouvoir. Ce vote accroît encore le fossé qui s'est creusé entre Abiy Ahmed et le Front de libération des peuples du Tigré (TPLF), qui a dominé la politique éthiopienne pendant près de 30 ans.

Le Sénat "a décidé que le gouvernement fédéral devait couper toute relation avec le Parlement régional du Tigré et l'exécutif de la région", selon un communiqué diffusé mardi soir par la radio-télévision publique.

Le gouvernement fédéral continuera cependant de travailler avec les institutions locales du Tigré (nord) pour assurer que les services essentiels continueront d'être assurés aux habitants de la région.

Le TPLF a mené la lutte armée contre le régime communiste jusqu'à la chute de ce dernier en 1991 et qui a dirigé ensuite la coalition au pouvoir durant plus d'un quart de siècle.

Il est officiellement passé dans l'opposition en 2019, lorsqu'il a refusé la fusion, à l'initiative de M. Abiy, de cette coalition en une unique formation, le Parti de la prospérité. L'Ethiopie devait tenir des élections au niveau national en août.

Mais en mars, la Commission électorale les a repoussées sine die en raison de la situation sanitaire liée au Covid-19.

La prolongation par le Parlement fédéral du mandat des députés - nationaux et régionaux -, censé expirer en octobre, a été rejetée par les leaders tigréens qui ont décidé de tenir unilatéralement des élections au Tigré.

Mis sur la touche par le gouvernement d'Abiy Ahmed, le TPLF reste aux commandes dans son fief du Tigré, qui représente environ 6% de la population éthiopienne (110 millions d'habitants).

Il a remporté 189 des 190 sièges dans cette région montagneuse frontalière de l'Erythrée et du Soudan.

M. Abiy, prix Nobel de la Paix 2019, a réaffirmé que le scrutin au Tigré n'avait aucune légitimité, tout en écartant toute idée d'intervention militaire ou de coupes budgétaires. Les leaders tigréens, eux, ont estimé que les futures décisions prises par le gouvernement fédéral "ne seraient pas appliquées" dans leur région.

## BURUNDI

## Le CDH de l'ONU proroge d'un an le mandat de la Commission d'enquête sur le Burundi

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté, une résolution par laquelle il a décidé de proroger pour une nouvelle période d'un an le mandat de la Commission d'enquête sur le Burundi, a indiqué mercredi l'organisation sur son site.

L'objectif de cette prorogation de mandat est de permettre à la Commission de poursuivre ses investigations, y compris en ce qui concerne les fondements économiques de l'Etat, précise l'ONU.

Dans cette même résolution, le Conseil des droits de l'homme a condamné "dans les termes les plus fermes toutes les violations des droits de l'homme commises au Burundi, y compris dans le contexte du récent processus électoral".

"Ces violations comprennent les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les arrestations et détentions arbitraires et les actes de torture", détaille l'ONU.

Le texte de la résolution du Conseil demande aux autorités burundaises de "garantir l'égalité d'accès à la justice pour tous, de mener des enquêtes sur toutes les violations des droits de l'homme, de veiller à ce que les auteurs d'infractions aient à répondre de le urs actes devant un tribunal, et d'offrir aux victimes des recours équitables".

Le Conseil a également exprimé sa préoccupation devant la situation difficile des Burundais qui ont fui leur pays, y compris les 333.700 Burundais qui sont réfugiés dans les pays voisins. Il engage le gouvernement burundais et les pays qui accueillent des réfugiés à veiller à ce que soient remplies les conditions d'un retour en toute sécurité et d'une réintégration durable des réfugiés qui rentrent chez eux".

Le Conseil engage aussi Bujumbura à "appliquer les recommandations formulées par la Commission d'enquête sur le Burundi dans ses rapports et à progresser sur la voie des premiers signes de changement positif qui sont apparus depuis la constitution du nouveau gouvernement".

ONU-HCR-AFRIQUE  
L'Algérie plaide pour le renforcement des capacités humanitaires de l'Afrique

L'Algérie a plaidé, lundi, au non du Groupe africain à Genève pour le renforcement des capacités humanitaires des pays africains, soulignant l'urgence de s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés par le biais de "solutions globales, durables et inclusives".

"Il est particulièrement impératif de protéger et de renforcer les capacités humanitaires des pays africains qui, malgré le fardeau supplémentaire qui pèse sur leurs économies, continuent de faire preuve de solidarité envers les personnes déplacées de force, dans la tradition africaine d'hospitalité et de générosité", a déclaré l'Algérie au cours de la 71 session du Comité exécutif du Programme du Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

La Mission permanente d'Algérie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a noté dans sa déclaration au nom du Groupe africain lue par le chargé d'affaires Mehdi Litim, le sous-financement des activités du HCR en Afrique, soulignant que "le niveau actuel de financement n'est pas proportionnel au nombre de personnes relevant de son mandat dans la région".

Dans cette déclaration "le Groupe africain a noté avec une "profonde inquiétude" le sous-financement enregistré dans le budget final pour 2019".

Le manque de financement a affecté, regrette aussi la mission d'Algérie à Genève, de "nombreux programmes de protection et d'assistance en Afrique".

"Il est clair que, sans les ressources budgétaires requises, la réponse sera en deçà de l'exigence minimale pour les populations qui dépendent de l'aide humanitaire", a-t-elle affirmé, tout en reconnaissant l'engagement politique fort, manifesté par les pays africains pour accroître les possibilités de solutions durables pour les personnes déplacées de force.

A ce propos, le Groupe africain a réitéré son "appel à la communauté internationale pour garantir un financement adéquat et flexible au profit des opé-

ratons du HCR en Afrique, appelant à doter les pays africains de "plus grandes opportunités économiques pour aider et protéger les personnes déplacées de force".

## S'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés

Selon la déclaration du groupe africain, la pandémie de la COVID-19 a démontré "l'importance du Pacte Mondial sur les Réfugiés en tant qu'outil essentiel pour relever les défis globaux".

Le Groupe s'est dit, à ce titre, "fortement attaché" à ce Pacte, exhortant la communauté internationale à "œuvrer à la concrétisation du principe du partage des charges et des responsabilités".

A ce propos, le Groupe a soutenu que "le contexte actuel ne devrait pas se limiter à la lutte contre une pandémie".

Il est, en effet, tout aussi urgent de s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés par le biais de solutions globales, durables et inclusives".

Dans ce sillage, a réitéré sa position sur la nécessité pour la protection internationale d'inclure des dispositions de stabilité pour permettre aux personnes déplacées de force de préserver leur dignité et d'apporter des solutions durables aux situations prolongées, afin qu'elle ne deviennent pas un "phénomène familier normalisé".

S'agissant du rapatriement volontaire, le Groupe africain a réaffirmé que cette option "demeurerait la solution durable préférée pour les réfugiés".

Dans le même contexte, l'Algérie s'est félicitée au nom du groupe africain des "accords tripartites" signés en 2019, avec certains pays africains, afin de faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés, ainsi que du



soutien apporté aux rapatriés pour faciliter leur intégration dans la société, regrettant toutefois la baisse de 46% du rapatriement volontaire en 2019.

Le groupe africain a salué aussi "les efforts déployés par le HCR pour prévenir et mettre fin à l'apatridie. Notant avec inquiétude que le nombre d'apatrides a atteint 4,2 millions fin 2019, il a estimé qu'il restait beaucoup à faire pour mettre fin à l'apatridie d'ici 2024.

## Les déplacements forcés, "une menace sérieuse"

La délégation algérienne a exprimé, en outre, au nom du groupe africain sa "vive préoccupation" face à la tendance croissante des déplacements forcés dans le monde touchant désormais plus de 1% de l'humanité.

"Le Groupe africain demeure profondément préoccupé par la tendance croissante des déplacements forcés dans le monde.

Nous sommes attristés de constater que des millions de personnes traversent encore mers et déserts pour fuir les conflits, les tensions politiques et les effets dévastateurs des catastrophes naturelles", a-t-elle souligné dans la même déclaration.

Il y a selon les divers rapports publiés cette année, note la Mission permanente d'Algérie, "pas moins de 86,5 millions de personnes relevant du

mandat du HCR jusqu'à fin 2019, soit plus de 1% de l'humanité".

Ces chiffres alarmants ont été aggravés en 2020, selon la déclaration, "par la pandémie de la COVID-19, qui pose des défis à la protection des réfugiés et des autres personnes relevant du mandat du HCR".

"Cette situation demeure une menace sérieuse, en particulier dans les zones affectées par les conflits, les tensions politiques et les catastrophes naturelles", a-t-elle fait remarquer.

Par ailleurs, la délégation algérienne a noté avec satisfaction que "la crise sanitaire mondiale n'a pas affaibli la détermination du HCR à se tenir aux côtés des réfugiés, des déplacés internes et des pays d'accueil", appelant toutefois l'Organisation à "continuer de travailler avec toutes les parties prenantes concernées pour veiller à ce que les réfugiés et les autres personnes relevant de son mandat aient accès, sans discrimination, aux services de base et aux traitements".

"Il est particulièrement impératif de protéger et de renforcer les capacités humanitaires des pays africains qui, malgré le fardeau supplémentaire qui pèse sur leurs économies, continuent de faire preuve de solidarité envers les personnes déplacées de force, dans la tradition africaine d'hospitalité et de générosité", a-t-elle soutenu.

## CÔTE D'IVOIRE

## Un grand syndicat demande le report de la présidentielle du 31 octobre

La Plateforme nationale, un grand syndicat ivoirien, a demandé lundi le report de la présidentielle du 31 octobre en Côte d'Ivoire, affirmant avoir "les moyens syndicaux pour faire bouger les choses".

"Nous sommes favorables pour un report de ces présidentielles (...). La Plateforme nationale exige de la classe politique ivoirienne et particulièrement du pouvoir en place, l'organisation d'assises nationales pour déterminer de façon consensuelle les conditions d'une élection démocratique et apaisée", a déclaré son président Théodore Gnagna Zadi, lors d'une conférence de presse.

"Si l'organisation d'une telle rencontre, dont l'objectif est de sauver

des vies, commande un report des élections, alors il ne faut guère s'attacher au fétichisme des dates", a poursuivi M. Zadi, dont la plateforme, qui regroupe une cinquantaine de syndicats des secteurs publics et privés, fut à l'origine d'une longue grève des fonctionnaires qui avait paralysé pendant de longues semaines l'administration publique du pays en 2017.

La crainte de violences électorales meurtrières est forte en Côte d'Ivoire, dix ans après la crise post-électorale de 2010-2011, née du refus du président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite à la présidentielle face à Alassane Ouattara, qui avait fait 3.000 morts. Une quinzaine de personnes

sont mortes en août dans des violences survenues dans le sillage de l'annonce de la candidature controversée du président Ouattara à un troisième mandat. Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara, 78 ans, avait annoncé en mars qu'il renonçait à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août, après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

La loi ivoirienne prévoit un maximum de deux mandats mais le Conseil constitutionnel a estimé qu'avec la nouvelle Constitution de 2016, le compteur des mandats de M. Ouattara a été remis à zéro, ce que conteste farouchement l'opposition.

## TURQUIE-CHYPRE-GRÈCE L'OTAN se dit optimiste sur la résolution du différend entre Athènes et Ankara sur les droits de forage

La Grèce et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) se sont dites optimistes mardi au sujet de la possible résolution d'un différend entre Athènes et Ankara portant sur les droits de forage en Méditerranée orientale.

Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a rencontré le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, dans la capitale grecque au lendemain de la visite d'un jour de ce dernier à Ankara.

Il s'y était rendu dans le cadre des efforts d'atténuation des récentes tensions entre la Grèce et Chypre d'une part et la Turquie d'autre part, qui concernent les droits de forage pour les ressources énergétiques et les frontières maritimes et qui ont suscité des inquiétudes au-delà de la région.

La semaine dernière au siège de l'OTAN, la Grèce et la Turquie sont convenues de créer un mécanisme en vue de faciliter la désescalade des tensions et réduire les risques d'un "accident" dans la région, tandis que des contacts exploratoires devraient bientôt démarrer entre les deux parties.

"Le mécanisme de désescalade du conflit peut aider à faire place à des efforts diplomatiques.

J'espère sincèrement que les différends sous-jacents entre les deux alliés pourront maintenant être réglés exclusivement par des négociations, dans l'esprit de la solidarité entre alliés et



du droit international", a indiqué M. Stoltenberg dans une déclaration commune avec M. Mitsotakis.

Pour sa part, le dirigeant grec a réitéré sa volonté de trouver une résolution pacifique aux conflits.

"Il revient à la Turquie de fermer la voie de la crise et d'ouvrir la voie à une solution.

Nous sommes prêts à la rejoindre sur cette seconde voie et je suis optimiste sur le fait que, au bout du compte, nous suivrons cette

voie car elle profite à nos deux peuples", a déclaré M. Mitsotakis. Selon le Premier ministre grec, l'unique sujet de discussion souhaité par Athènes pour les négociations exploratoires est la délimitation de zones maritimes dans la mer Egée et la Méditerranée orientale.

Il a par ailleurs salué les dernières démarches turques en faveur de la désescalade des tensions.

Au cours de son entretien avec M. Stoltenberg lundi, le président turc Recep

Tayyip Erdogan a souligné que les alliés de l'OTAN devaient exprimer concrètement leur solidarité avec la Turquie car "l'OTAN a une responsabilité et un rôle très importants dans la prévention des tentatives qui mettent en péril le fonctionnement de l'alliance".

A la suite des initiatives adoptées dernièrement par diverses parties, la probabilité d'un "épisode tendu" dans la région semble avoir été réduite à zéro, selon des analystes grecs.

## ETATS UNIS

### Joe Biden fustige les "forces de l'ombre" et de "la division"

Le candidat démocrate à la Maison Blanche Joe Biden a dénoncé mardi les "forces de la division" qui tentent, selon lui, de séparer les Américains, sans nommer son rival Donald Trump à quatre semaines de l'élection présidentielle du 3 novembre.

"Il n'y a pas de place pour la haine en Amérique", a lancé l'ancien vice-président américain, en tête dans les sondages devant Donald Trump, lors d'un discours de campagne à Gettysburg, dans l'Etat-clé de Pennsylvanie.

"Les forces de l'ombre, les forces de la division, les forces d'hier nous séparent, nous empêchent de nous élever et d'avancer", a-t-il ajouté.

L'ex-bras droit de Barack Obama a parlé du mouvement historique contre le racisme et les brutalités policières qui traverse les Etats-Unis depuis la mort de George Floyd, en mai.

Et des manifestations qui dégènerent parfois en émeutes mais aussi des suprémacistes blancs.

"Je crois en la loi et l'ordre", a-t-il insisté, alors que Donald Trump en a fait un mantra de campagne.

Mais je crois aussi que l'injustice est réelle", a-t-il ajouté, en la présentant comme un produit de l'histoire de l'esclavage, "qui remonte à 400 ans, lorsque des hommes, femmes et enfants noirs ont été amenés ici pour la première fois, enchaînés".

"Nous n'avons pas besoin que des milices armées arpentent nos rues et



nous ne devrions avoir aucune tolérance pour les groupes de suprémacistes blancs qui menacent nos communautés", a martelé Joe Biden.

Le candidat démocrate a choisi Gettysburg, haut lieu de la guerre de Sécession, pour se présenter une nouvelle fois en rassembleur.

C'est là que, quatre mois après la bataille de Gettysburg qui marqua un tournant dans la guerre, le président des Etats-Unis Abraham Lincoln avait appelé, en novembre 1863, ses com-

patriotes à "faire renaître le pays dans la liberté".

Joe Biden a de nouveau éreinté la gestion de la pandémie de Covid-19 par Donald Trump, lui-même touché par la maladie. "210.000 Américains morts et le nombre augmente", a tonné Joe Biden. "Cela suffit. Mettons de côté les disputes partisans.

Arrêtons la politique et suivons la science. Porter un masque n'est pas une prise de position politique, c'est une recommandation scientifique."

## KIRGHIZSTAN

### Un nouveau Premier ministre nommé dans la confusion

Un nouveau Premier ministre a été nommé dans la confusion mardi au Kirghizstan après une nuit de violences post-électorales dans la capitale Bichkek, les troubles menaçant de s'étendre au reste de ce pays d'Asie centrale.

Sadyr Japarov, politicien nationaliste libéré de prison dans la nuit par les manifestants et détracteur du président Sooronbaï Jeenbekov, a été nommé par le Parlement lors d'une réunion extraordinaire qui s'est tenue dans un hôtel de Bichkek, le bâtiment abritant l'assemblée étant occupé par les protestataires.

Les Etats-Unis ont appelé mardi à la retenue et à une solution "pacifique" au Kirghizstan. "Nous demandons à toutes les parties de s'abstenir de toute violence et de résoudre les différends électoraux par des voies pacifiques", a dit un responsable du département d'Etat américain, cité par l'agence AFP. A travers le pays, plusieurs mines d'or ou de charbon, sources de revenus cruciales pour cette ex-république soviétique assez pauvre en ressources naturelles, ont été attaquées par des bandes armées.

Contestés par les manifestants ayant envahi dans la nuit le siège du gouvernement après des affrontements avec la police qui ont fait un mort et 686 blessés, les résultats du scrutin ont eux été "invalidés", a annoncé la Commission électorale kirghize.

Les protestataires ont libéré de prison Almazbek Atambaïev, ex-président incarcéré depuis un an et ancien allié devenu le principal adversaire du président Jeenbekov.

Le chef de l'Etat actuel est toutefois toujours à Bichkek et a le "contrôle" du pays, a insisté la présidence kirghize.

Le Kremlin s'est dit "préoccupé" et a appelé les forces politiques kirghizes à "rester dans la constitutionnalité" pour trouver "rapidement une solution".

Si la situation était plus calme mardi dans la capitale, les manifestants ont toutefois gardé le contrôle du siège du gouvernement où des fenêtres ont été brisées et des bureaux saccagés. Des pillages ont également été signalés et de nombreux commerces ont gardé leurs portes closes. Des troubles étaient par ailleurs signalés en province.

Des hommes armés ont notamment attaqué une grande mine d'or qui a dû suspendre ses activités, selon l'entreprise Alliance Altyn.

"Nos employés n'ont pas été blessés, Dieu merci! Nous ne savons pas quand nous pourrions reprendre le travail", a dit Kassiyet Karatcholkova, porte-parole de l'entreprise, cité par l'agence AFP.

Une société contrôlant une vaste mine de charbon dans la région de Naryn (est) a annoncé dans un communiqué que la mine avait été saisie et leurs bureaux dévalisés par un groupe criminel.

La base militaire russe au Kirghizstan a de son côté dit avoir renforcé sa sécurité.

Ces émeutes rappellent celles de 2005 et 2010 qui s'étaient muées en une révolution émaillée de pillages, chassant le pouvoir en place accusé de corruption et de dérive autoritaire.

Mardi, une dizaine de partis politiques ont annoncé avoir formé un "conseil de coordination" en vue rétablir la stabilité et "le règne de la loi", accusant le président Jeenbekov de ne pas avoir permis le déroulement d'élections justes.

Les résultats controversés des législatives de dimanche, remportées par deux partis proches du chef de l'Etat, avaient fait descendre des milliers de personnes dans les rues de Bichkek. Des affrontements ont éclaté dans la soirée après que les forces antiémeutes ont voulu disperser les protestataires à l'aide de grenades assourdissantes, de gaz lacrymogène et de canons à eau. La libération de M. Atambaïev est intervenue alors qu'il était détenu dans la prison des services de sécurité après sa condamnation en juin à 11 ans de réclusion, au terme d'un procès considéré comme étant une lutte de pouvoir avec M. Jeenbekov.

## "RENTRÉE CULTURELLE" Une rupture avec le gel des activités

La manifestation "La rentrée culturelle", tenue dans toutes les villes du pays depuis le 26 septembre, aura été l'occasion de marquer une rupture avec la suspension des activités culturelles, en vigueur depuis mars dernier dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, avec un programme axé sur les rencontres, conférences et expositions en excluant les arts du spectacle et les activités destinées au grand public.

Dans la capitale cette manifestation a vu la tenue de nombreuses rencontres sur des thèmes comme la production du théâtre depuis 1962, différents créneaux littéraires, la philosophie, ou encore l'écriture de l'histoire à la bibliothèque nationale en plus d'expositions d'arts plastiques.

Pendant près de deux semaines l'exposition collective "Brise d'art", regroupant les œuvres d'une trentaine d'artistes peintres et sculpteurs était ouverte aux visiteurs à la galerie Baya du palais de la culture Moufidi-Zakaria, alors que le plasticien Mohamed Mebarki et le photographe Rafik Zaidi exposaient leurs travaux à la villa Dar Abdeltif.

Les jeunes auteurs et poètes étaient à l'honneur de cette programmation au même titre que les conteurs professionnels et les animateurs de cafés-littéraires et clubs de lecture qui ont tenu une rencontre avec la ministre de la Culture et des Arts.

L'événement a également intégré un hommage à l'écrivain Mohamed Dib à l'occasion du centenaire de sa naissance par une conférence dédiée à son parcours



et une exposition de ses œuvres.

### Absence du public et des arts du spectacle

Mis à part les cérémonies officielles d'ouverture et de clôture, cette manifestation ne compte aucun spectacle musical, de représentation de théâtre ni de projection cinématographique, des créneaux à l'arrêt depuis plus de six mois et qui intéressent particulièrement un plus large public.

De nombreux observateurs et acteurs de la scène culturelle algérienne s'interrogent sur la part, "quasi inexistante", accordée aux arts du spectacle qui restent

un facteur important pour assurer une grande affluence du public.

Les activités programmées au niveau de la bibliothèque nationale s'adressaient en réalité à un public restreint d'initiés alors que les trois expositions ne drainent qu'un nombre très modeste de visiteurs par manque de promotion.

Cette programmation a également souffert de nombreux changements et annulations exception faite du programme de conférences du théâtres national algérien et des théâtres régionaux. Plusieurs institutions du secteur de la culture, à l'instar des théâtres, salles

de cinéma et de spectacle, poursuivent cependant leurs programmes virtuels respectifs entamés depuis le mois de mars dernier sans prévoir de reprise effective de leurs activités toujours suspendues par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus.

Les musées, galeries d'art et bibliothèques de lecture publique restent pour le moment les seuls espaces autorisés à ouvrir en adoptant un protocole sanitaire strict. La manifestation "La rentrée culturelle" prend fin mercredi après une cérémonie de clôture prévue au palais de la culture Moufidi-Zakaria.

## THÉÂTRE AMAZIGH

### L'évolution du théâtre amazigh de la pratique populaire à la scène professionnelle

L'évolution du théâtre amazigh de la pratique populaire jusqu'à la scène professionnelle actuelle a été mise en avant par le dramaturge Mohand Ait Ighil et le formateur et homme de théâtre Abdelaziz Hammachi qui ont animé, mardi à Alger, une rencontre sur "l'histoire du théâtre amazigh".

Tenue dans le cadre de la manifestation "La rentrée culturelle" lancée le 26 septembre dernier par le ministère de la Culture et des Arts, cette rencontre a été coordonnée par le Théâtre régional de Bejaia Abdelmalek-Bouguermouh à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, devant un public peu nombreux.

Les conférenciers ont d'entrée rappelé l'aspect inné dans la pratique du théâtre depuis des millénaires, que les "algériens d'expression amazighe ont naturellement adopté dans leur quotidien et leurs rites et fêtes populaires".

De la "Sebiba" dans le Tassili N'Ajjer, classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 2015 aux rituels kabyles de "Bouafif", danse populaire de collecte des œufs, et "Amghar Ouhekkouf", un autre bal masqué célébrant le début du printemps, les fêtes populaires séculaires, "aux formes para-théâtrales", ont toujours constitué "une source intarissable et un réservoir inépuisable de talents pour le théâtre amazigh", expliquent-ils. Le cérémonial de "Ayrad", se déroule lui aussi dans les normes d'une véritable scénographie, avec des per-



sonnages portant des masques, et habillés de peaux de bêtes, un déguisement qui rappellerait la Commedia Dell'arte, a estimé Omar Fetmouche, intervenant lors des débats.

Abordant la relation avec les universités, les orateurs ont déploré l'absence quasi totale de contacts "pour permettre aux étudiants de s'imprégner des différents ateliers intervenant dans le montage d'une pièce de théâtre", se limitant, selon eux, juste à l'étude du texte et ses aspects linguistiques".

Les conférenciers ont rappelé ensuite, l'apport du travail colossal du dramaturge "Mohia", Abdellah Mohia de son vrai nom (1950-2004) qui a consacré sa vie à adapter des œuvres théâtrales universelles à la langue et à la culture kabyle, à l'instar de "Sin Enni" (ces deux-là) tirée de, "Les émigrés" de Slawomir Mrozek, en plus de la traduction et l'écriture de textes de chansons. Une chronologie des différentes périodes qui ont marqué

l'évolution du théâtre amazigh ont été énumérées par Abdelaziz Hammachi soulignant l'apport "considérable" des associations de villages et de quartiers, un "véritable moteur à la pratique du 4e art en Tamazight", selon lui. Le parcours de Abdelmalek Bouguermouh (1946-1989), un autre dramaturge de taille, a été évoqué par Mohand Ait Ighil, en se focalisant sur sa perpétuelle volonté de mettre son savoir au service des jeunes talents activant dans le mouvement associatif des villages. "Bouguermouh était une référence pour tous les pratiquants du 4e Art (...) Il avait le souci de donner de l'esthétique aux conflits" a-t-il rappelé, pour souligner le passage du théâtre amazigh "de l'étape de la revendication à celle de l'esthétique".

Le cycle de conférences initié par la manifestation "La rentrée culturelle" prend fin mercredi avec une rencontre animée par les représentants du Théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi Ouzou.

## TUNISIE Limogeage du ministre de la Culture

Le ministre tunisien de la Culture, Walid al-Zidi, a été limogé par le Premier ministre Hichem Mechichi, a annoncé mardi le gouvernement, en précisant que le ministre du Tourisme, Habib Ammar, assurerait l'intérim.

Selon l'agence de presse TAP, les motifs de ce limogeage n'ont pas été mentionnés, mais certains analystes pensent que M. Zidi "paie son refus de faire appliquer les dernières mesures liées à la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus", en particulier celles liées à la suspension de toute manifestation culturelle.

Ce renvoi, selon la même source, intervient quelques heures après que M. Zidi se soit dit solidaire d'un certain nombre d'artistes et d'intellectuels qui avaient organisé lundi un sit-in pour rejeter la décision d'interdire les manifestations culturelles pendant deux semaines.

Lors d'un point de presse, il avait déclaré que son ministère n'avait pas annoncé la suspension des activités culturelles.

"Nous gérons le ministère de la Culture, qui n'est pas le ministère de la mise en œuvre des communications gouvernementales", avait notamment lancé Walid al-Zidi. La Tunisie comptait en date du 3 octobre 22.230 cas d'infection confirmés, dont 321 décès liés au Covid-19, alors que le pays détecte pas moins de 1.000 infections journalières depuis environ une semaine avec un nombre de décès qui ne cesse d'augmenter, selon la TAP.

## FRANCE Les députés approuvent la restitution de biens culturels au Bénin et au Sénégal

Les députés français ont approuvé mardi soir à l'unanimité un projet de loi restituant au Bénin et au Sénégal des biens culturels amenés en France à l'époque coloniale au titre de "butins de guerre".

Le transfert au Bénin porte sur 26 pièces-statues, siège royal, portes ouvragées notamment - du "Trésor de Béhanzin" provenant du pillage du palais d'Abomey en 1892.

Elles sont aujourd'hui au musée du Quai Branly-Jacques Chirac à Paris. Le Sénégal doit récupérer la propriété d'un sabre et son fourreau attribués à El Hadj Omar Tall, grande figure militaire et religieuse ouest-africaine du XIXe siècle.

Détenues par le Musée de l'Armée à Paris, ces pièces sont exposées à Dakar dans le cadre d'un prêt de longue durée. Le texte adopté par 49 voix pour et aucune contre doit maintenant être examiné par le Sénat.

Le projet de loi répond à une volonté de renforcer les relations culturelles avec l'Afrique exprimée par le président Emmanuel Macron en 2017 à Ouagadougou. La restitution de ces "butins de guerre" s'inscrit dans le cadre d'une "volonté renforcée de coopération" avec ces deux pays, a déclaré le ministre au Commerce extérieur Franck Riester, cité par l'agence AFP.

M. Riester est venu défendre le texte dans l'hémicycle à la place de ministre de la Culture Roselyne Bachelot, "cas contact" au Covid-19 et à l'isolement.

Le ministre a insisté sur le caractère ponctuel de ces restitutions, qui dérogent au caractère inaliénable des collections françaises, en réponse aux craintes qu'elles n'ouvrent la voie à une multiplication des réclamations et à la perte d'un grand nombre d'œuvres détenues par les musées français.

Le projet "ne vaut que pour ces cas spécifiques" et ne vient "nullement déroger au principe général" sur le caractère inaliénable des collections publiques françaises, a-t-il dit.



## PRIX NOBEL Le Nobel de chimie 2020 attribué à une Allemande et une Française

Le prix Nobel de chimie a été attribué, mercredi, à la Française, Emmanuelle Charpentier et à l'Américaine Jennifer Doudna, deux généticiennes qui ont mis au point des "ciseaux moléculaires" capables de modifier les gènes humains, une percée révolutionnaire.



Cette récompense leur est décernée pour la mise au point d'une méthode d'édition des gènes, avec "un outil pour réécrire le code de la vie", a souligné le jury à Stockholm en annonçant la récompense.

La Française, 51 ans, et l'Américaine, 56 ans, deviennent les sixième et septième femmes à remporter un Nobel de

chimie depuis 1901.

"La possibilité de couper l'ADN où l'on veut a révolutionné les sciences moléculaires.

Seule l'imagination peut fixer la limite de l'utilisation de l'outil", a salué le jury Nobel.

En juin 2012, Emmanuelle Charpentier et Jennifer Doudna et des collègues décrivent dans la revue Science

un nouvel outil capable de simplifier la modification du génome.

Le mécanisme s'appelle Crispr/Cas9 et est surnommé "ciseaux moléculaires". La thérapie génique consiste à insérer un gène normal dans les cellules qui ont un gène défectueux, comme un cheval de Troie, afin qu'il fasse le travail que ce mauvais

gène ne fait pas. Mais Crispr va plus loin : au lieu d'ajouter un gène nouveau, l'outil modifie un gène existant.

Il est facile d'emploi, peu coûteux et permet aux scientifiques d'aller couper l'ADN exactement là où ils le veulent, pour par exemple créer ou corriger une mutation génétique et soigner des maladies rares.

## ETATS UNIS

### De nouvelles restrictions pour des visas de travail très utilisés dans le secteur des hautes technologies

Le gouvernement de Donald Trump a annoncé mardi de nouvelles restrictions pour des visas de travail très utilisés dans le secteur des hautes technologies, après un premier tour de vis au printemps.

La mesure vise les visas H-1B octroyés chaque année à 85.000 employés "qualifiés et spécialisés", dont de nombreux ingénieurs, spécialistes de données ou autres développeurs embauchés dans la Silicon Valley.

Ce programme visait à pallier les pénuries sur le marché du travail "mais a été étendu bien au delà, souvent au détriment des salariés américains", écrit le ministère de la Sécurité intérieure dans un communiqué.

Environ un demi-million d'Américains ont été pénalisés par le dispositif qui a également entraîné une stagnation des salaires dans certains secteurs, assure encore le ministère.

A moins d'un mois de l'élection présidentielle, l'administration républicaine a donc décidé de publier une nouvelle définition plus restrictive des emplois "spécialisés", d'obliger les entreprises à faire de "réelles" offres d'emploi aux Etats-Unis et de renforcer les contrôles en amont et en aval de la délivrance des visas H-1B.

Ces nouvelles règles, dont le détail précis n'est pas encore connu, entreront en vigueur 60 jours après leur publication, précise le ministère qui justifie l'urgence de son action par la pandémie et son impact déjà dévastateur sur l'emploi aux Etats-Unis. "La sécurité économique relève de la sécurité nationale", a justifié le ministre Chad Wolf, cité dans le communiqué. "Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que le travailleur américain soit la priorité", a-t-il ajouté. Le gouvernement avait déjà décidé en juin de geler les principaux visas de travail, dont les cartes vertes et les H-1B, jusqu'à la fin de l'année et s'était attiré les foudres des géants de l'internet. Un juge fédéral de San Francisco avait ensuite ordonné la suspension de certaines de ces restrictions, estimant que le gouvernement avait outrepassé son autorité en la matière. La nouvelle mesure pourrait elle aussi faire l'objet de recours en justice.

APS

## PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE BATNA  
NIF 0571 47 08 056

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel 15-247 du 16.09.2015, d'évaluation financière concernant l'appel d'offre N° 12/2020 parus aux quotidiens portant réglementation des marchés publics et conformément à la séance :-ER-RAYA-DK NEWS, BOMOP, il ressort ce qui suit :

ENTREPRISE	Opération	LOT	NIF	NOTE GLOBALE	DÉLAI	MONTANT AVANT VÉRIFICATION	MONTANT APRÈS VÉRIFICATION	OBS
EURL HYDRO ITKANE	RÉALISATION D'UNE ZONE INDUSTRIEL À AIN YAGOUT WILAYA DE BATNA (2° TRANCH)	RÉALISATION D'UN REJET D'ASSAINISSEMENT + STATION DE RELEVAGE DES EAUX USEES	001819009346899	47/90	24 mois	214 896 150.00 DA	214 896 150.00 DA	Moins disant

Toute entreprise contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de BATNA, dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Les autres soumissionnaires, intéressés, sont invités à se rapprocher de la DUAC de BATNA, au plus tard 03 jours à compter du premier jour de publication de l'attribution provisoire pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

DK NEWS

Aneq : 2025003574 du 08/10/2020

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
DIRECTION DE L'URBANISME D'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE BLIDA  
RÉF : ...../SC/DUAC/2020.

### MISE EN DEMEURE N°01

- Vu le marché N°12/duac/2019 en date du 06/05/2019 conclue avec l'entreprise ETPH BENKOUIDER RABAH sise à Rue 05 juillet Barika W Batna. Concernant la réalisation des travaux d'amélioration urbaine a la daïra de Meftah commune de Meftah lot : travaux d'aménagement de la cite 125 logements,

- Vu l'ordre de service N°28 du 16/05/2019 portant démarrage des travaux objet du marché sus cité.

- Vu le PV de chantier en date du 01/10/2020.

- Vu le retard enregistré, dans l'avancement des travaux, avec manque d'ouvrier qualifier sur chantier, l'entreprise ETPH BENKOUIDER RABAH est mise en demeure d'accélérer le rythme des travaux et de renforcer le chantier en moyens humains et matériels à l'effet d'achèvement des travaux dans un délai de 72H, à compter de la date de la parution du présent avis aux quotidiens.

Faute de quoi des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur vous seront appliquées.

DK NEWS

Aneq : 2016016232 du 08/10/2020

# Programme de la soirée

TF1 21:15

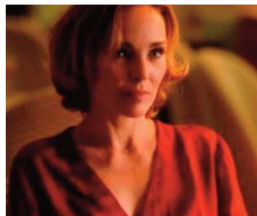
france 2 21:05

france 3 20:55

CANAL+ 20:45

6 20:35

### Infidèle



Persuadée que Gabriel lui dissimule des choses et ayant des doutes sur ses réelles intentions, Emma entreprend de se venger en se laissant séduire par l'un de ses patients, Valentin. Ce dernier lui révèle son amour obsessionnel pour elle, à l'occasion d'un déjeuner. Alors qu'elle se montre ferme, lui affirmant que rien ne se passerait entre eux, Valentin, déçu, se révèle quelque peu menaçant. Quant à Mattéo, tout se complique lorsque Candice lui révèle avoir rencontré un homme.

### Envoyé spécial



Querelles de voisinage, voisins bruyants, conflit avec un entrepreneur, une compagnie aérienne... depuis le 1er janvier, pour les litiges du quotidien inférieurs à 5 000 euros, il n'est plus possible d'aller directement au tribunal. Le recours à un conciliateur de justice est obligatoire. Rencontre avec trois d'entre eux : François, retraité, Claire et Jean-Marc • Le sanctuaire des éléphants. Lek Chailert, 59 ans, a voué sa vie à sauver les éléphants. Dans le nord de la Thaïlande, en Asie, elle a fondé un incroyable sanctuaire où vivent des dizaines de pachydermes, en toute liberté et heureux. Elle n'a pas hésité à monter de véritables expéditions pour les sauver.

### Comancheria



Un matin tôt, Toby et Tanner, des frères, braquent deux banques coup sur coup dans des petites villes du Texas. Ils se contentent de petites sommes, dans le but d'amasser assez d'argent pour éviter la saisie de la ferme de leur mère. Avec son adjoint Alberto, Marcus, un Texas Ranger bientôt à la retraite, prend en charge l'enquête. Alors que Toby mange dans un restaurant, Tanner s'attaque à un autre établissement.

### The Head



Maggie avoue à Johan qu'elle a trouvé un pull imbibé de sang dans la mallette de Sarah Jackson. La jeune médecin est persuadée que les autres membres de l'équipe étaient venus chercher ce vêtement dans l'ancienne station Polaris V, seule preuve que Sarah Jackson a bien été assassinée. Durant tous ces événements, Annika s'est montrée particulièrement troublée.

### 9-1-1



Les secours sont appelés sur les lieux d'un accident qui a eu lieu sur une piste de bowling, avant d'intervenir sur le chantier d'une maison en rénovation. Au même moment, Athéna poursuit un voleur de voitures. Bobby et Michael emmènent Harry camper, tandis que Chimney et Mad-die voient leur dîner romantique partir en vrille et prendre une tournure inattendue...

## Jeux

### Samourai-Sudoku n°2567

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

4				9							
1		4		9			7				
	6				8						
		9		6		4					
			1		3						
6			9			1					
		3			4						
5			7		1			8			
7								5			
								9		2	
									4		
										5	
											6
7								1		2	
1			7						6		7
		5		6							3
	4										
				5							
8			2						3		
		8		4						7	8
											5
4			6							9	
											2
			7								
								7			6
2			1		3						
									4		
3											6

«Et c'est parfois dans un regard, dans un sourire Que sont cachés les mots qu'on n'a jamais su dire»

Yves Duteil



### Mots croisés n°2567

Horizontalement:

- 1 - Echange parfois confus
- 2 - Raccorderais
- 3 - Sélectionneurs politiques - Donc bien appris
- 4 - Démonstratif - Plus ou moins bien selon l'humeur - Affluent du Rhin
- 5 - Divaguer - Bien équilibré
- 6 - Pointe d'étoile - Copulative - Naturel
- 7 - Terminas la lessive - Précipita
- 8 - Désorienteras
- 9 - Garrotter - Sensible
- 10 - Embrassai - Délice breton

Verticalement:

- A - Faucon mais de petite taille
- B - Appelleras - A la mode
- C - Bonne première balle - Petites brises
- D - Support de buste - Convive redoutable
- E - Refermera la plaie
- F - Lieu de délices - Peser l'emballage
- G - Graveleuses - Répandit
- H - Pénurie - Champion dans son genre
- I - Entends comme avant - Acquisition coûteuse
- J - Cité bourguignonne - Poudre usante
- K - Marque de respect - Convient
- L - Dessin technique - Repère de navigateur

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												

**Zerreurs**

Cartoon illustrating the theme of errors. A man stands next to a car, looking thoughtful. Speech bubbles around him contain the word 'Zerreurs' (Errors) written in a stylized font.



## FINALE NBA Les Lakers remportent difficilement le quatrième match (102-96)

Les Los Angeles Lakers ont difficilement remporté (102-96) le quatrième match de la finale NBA 2020 face au Miami Heat, mardi chez Disney World, et mènent désormais trois victoires à une avant la rencontre N.5 qui aura lieu vendredi.

La première équipe à quatre victoires sera championne NBA. L.A. peut donc être sacré dès vendredi s'il s'impose.

Il aura fallu un shoot derrière l'arc d'Anthony Davis, à 39 secondes du buzzer, pour que la franchise californienne, en quête d'un 17<sup>e</sup> titre record (que seul détient pour l'heure Boston), se détache suffisamment, au terme d'une rencontre extrêmement serrée et intense.

Le cri de LeBron James après cette action revient autant de la joie que du soulagement.

Les Lakers ont d'ailleurs surtout encore pu compter sur leur "King", qui a été de tous les combats offensivement et défensivement. Il a encore tuteuré le triple-double (28 pts, 12 rbd, 8 passes).

Mais, il a aussi perdu 6 ballons et s'est souvent plaint des décisions arbitrales, preuve de la tension qui l'habitait.

Anthony Davis, passé au travers de sa première période du précédent match, a été irrégulier, mais ses 22 points ont apporté, de même que ses 4 contres en défense. Autre clé de leur succès, les Lakers ont justement contenu la star d'en face, Jimmy Butler, qui avait quasiment à lui seul, avec un triple-double à 40 points, permis à Miami de réduire l'écart à 2-1.

Cette fois, il a dû se contenter de 22 pts (10 rbd, 9 passes). Une performance solide, mais insuffisante.

D'autant plus que le Heat a une nouvelle fois dû se passer des services de son meneur Goran Dragić (aponévrose plantaire) dont l'apport offensif se situe autour des 20 points en moyenne.

En revanche, le pivot Bam Adebayo était bien de retour, lui qui souffrait depuis six jours de tensions cervicales.

Il a été bon (15 pts, 7 rbd) mais a peu pesé en seconde période, contrairement au rookie Tyler Herro, auteur de 9 de ses 21 dans le money-time. En vain. A présent, Miami, dont c'est la 6<sup>e</sup> finale en 15 ans (trois ont été remportées en 2006, 2012, 2013), se retrouve dos au mur, contraint de gagner tous les matches qui viennent, à commencer par le cinquième vendredi.

## FINALE WNBA Le Seattle Storm emporte tout sur son passage

Les joueuses du Seattle Storm ont remporté le titre féminin WNBA 3 victoires à 0 dans la série au meilleur des cinq matches, en atomisant dans le match N.3 les Las Vegas Aces 92-59, mardi soir à l'IMG Academy à Bradenton, en Floride.

Breanna Stewart, qui a inscrit 26 points et a été désignée meilleure joueuse des Finales, a été la principale artisanne de cette écrasante victoire. Seattle avait remporté vendredi et dimanche les deux premiers matches, plus accrochés, 93-80 et 104-91.

Le Storm, déjà sacré en 2004, 2010 et 2018, égale désormais au nombre de titres en WNBA les Minnesota Lynx et les Houston Comets avec quatre trophées. Sue Bird, qui aura 40 ans la semaine prochaine et a participé à toutes ces campagnes victorieuses du Storm, a encore contribué à hauteur de 5 points et 7 passes décisives dans ce match. Elle avait battu lors du premier match le record de passes décisives en finale WNBA, avec 16 offrandes (le précédent record était de 12).

APS

## JM ORAN 2022 Les travaux de mise à niveau du champ de tir aux armes sportives à 70% (DJS)

Les travaux de mise à niveau du champ de tir aux armes sportives à Bir El Djir (Est d'Oran) ont atteint un taux d'avancement de 70%, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS).

Les travaux, lancés dans le cadre des préparatifs de la capitale de l'Ouest du pays pour accueillir la 19<sup>e</sup> édition des Jeux méditerranéens, prévue du 25 juin au 5 juillet 2022, concernent pas moins de six lots, à savoir le stand air comprimé, fosse de Tir et mur de clôture, club house, tribune et stand de tir à l'arc, VRD, aménagement extérieur, poste transformateur et groupe électrogène, a-t-on détaillé.

Une fois les travaux achevés, la wilaya d'Oran disposera d'un site sportif en mesure d'abriter les plus hautes compétitions mondiales dans la discipline, puisque qu'il sera "aux normes de la Fédération internationale concernée", s'est-on réjoui à la DJS. Le champ de tir aux armes sportives fait partie de huit autres sites sportifs ayant bénéficié d'une



vaste opération d'aménagement et de mise à niveau à Oran en prévision des JM. Il s'agit, entre autres, du Palais des sports "Hamou Boutlélis" et de la piscine olympique à Hai Medina Jdida, du centre équestre "Antar Ibn Cheddad" à Es-

Sénia et du complexe de tennis à Hai "Es-salem" (Oran).

La wilaya d'Oran sera également dotée de nouvelles infrastructures, dont le complexe sportif de la localité de Belgaid (Bir El Djir), qui renferme un stade de football de 40.000 places, un

terrain de réplique, un autre d'athlétisme et une salle omnisports de 6.000 places.

En plus, un village méditerranéen olympique d'une capacité d'accueil de plus de 6.000 sportifs est en cours de réalisation, a-t-on rappelé.

## TENNIS / TOURNOI DE MONASTIR

### L'Algérienne Ibbou qualifiée au 2<sup>e</sup> tour du double

La tennismen algérienne Inès Ibbou et son équipière tunisienne Chiraz Bechri se sont qualifiées mardi soir pour le deuxième tour du tableau double du tournoi professionnel féminin qui se déroule du 5 au 11 octobre à Monastir (Tunisie), en battant 2-0 le tandem russo-letton composé d'Ekatérina Vishnevskaya et de Darja Seménistaja.

Ce fut une victoire difficile pour le duo maghrébin qui, après avoir remporté assez facilement le premier set

(6-2), a considérablement souffert par la suite, concédant le deuxième (3-6) avant de se ressaisir et de s'imposer au super tie-break (11-9).

En simple, l'Algérienne de 21 ans sera opposée à la Brésilienne Rebeca Pereira (27 ans) au premier tour du tableau final, mercredi après-midi.

Les deux joueuses ont directement intégré le tableau final de ce tournoi, sauf que de par son meilleur classement mondial, Ibbou a été classée tête de série N.5, car cette dernière pointe

actuellement au 63<sup>e</sup> rang mondial chez les professionnelles de la World Tennis Association (WTA), alors que la Brésilienne n'est que 1042<sup>e</sup>.

Doté d'un prize-money de 15.000 USD, ce tournoi draine la participation de certaines joueuses assez réputées sur le circuit féminin de la Fédération internationale de tennis (ITF), notamment la Russe Barbara Gatica (24 ans), qui grâce à sa 45<sup>e</sup> place mondiale chez la WTA, a été classée tête de série N.1.

## PERFORMANCE-TECHNOLOGIE

### Une étude permet de prédire les performances sportives avec les "Big Data"

Une étude publiée mardi dans la revue scientifique Nature Communications a développé un modèle ma-

thématique simple pour étudier les performances des sportifs d'endurance, à travers l'utilisation des données

obtenues auprès d'environ 14.000 coureurs s'entraînant en conditions réelles.

Développée par un chercheur du Centre national de la recherche scientifique (France) en collaboration avec un scientifique de la société Polar Electro Oy (Finlande), cette application permet d'estimer des paramètres physiologiques clés comme la vitesse maximale aérobie et l'endurance, connus pour être liés aux conditions de santé et aux performances. La collecte

non-invasive de ces données offre des possibilités en matière de soins et de surveillance. De plus, ce modèle pourrait être utilisé pour prédire les performances futures des athlètes, comme les temps de course du marathon, ce qui aiderait leur recrutement pour les équipes et les compétitions.

Cette étude ouvre donc de nouvelles perspectives pour quantifier la santé et les performances sportives des athlètes en conditions réelles.

## TENNIS/ROLAND-GARROS

### Double remake en vue dans le tableau masculin

Les quarts de finale se poursuivent mercredi à Roland-Garros, avec notamment deux matches aux airs de déjà-vu chez les messieurs programmés en fin de session sur le court Philippe-Chartrier.

Le N.1 mondial Novak Djokovic y retrouvera l'Espagnol Pablo Carreño (18e), un peu plus d'un mois après leur huitième de finale de l'US Open.

Une rencontre qui s'était très mal terminée pour le Serbe, disqualifié quand une balle qu'il avait frappée dans un geste d'humeur avait malencontreusement atterri sur une juge de ligne. Un peu avant, le Central assistera à des retrouvailles encore plus récentes.

Andrey Rublev (12e) y affrontera Stefanos Tsitsipas (6e) dans un bis repetita de la finale que les deux hommes avaient disputé au tournoi de Hambourg le 27 septembre... le premier jour de Roland-Garros. Le Russe l'avait alors emporté en trois sets.

Chez les dames, les deux dernières têtes de série encore en lice, Petra Kvitová (N.7) et Sofia Kenin (N.4), tenteront de conquérir leur place dans le dernier carré en affrontant respectivement l'Allemande Laura Siegemund et l'Américaine Danielle Collins. Cette dernière enchaînera son deuxième match en deux jours, après que son 8<sup>e</sup> de finale face à Ons Jabeur, initialement programmé lundi, a été décalé à mardi en raison de la pluie.

## ROLAND-GARROS Nadal bat Sinner et rejoint Schwartzman en demi-finale

Rafael Nadal, en quête d'un treizième sacre historique à Roland-Garros, s'est qualifié pour les demi-finales en contenant les assauts du jeune Italien Jannik Sinner (75<sup>e</sup>) en trois sets 7-6 (7/4), 6-4, 6-1 dans la nuit de mardi à mercredi. Le match s'est conclu à 01H25 du matin, ce qui en fait le plus tardif de l'histoire du Grand Chelem parisien. Nadal affrontera l'Argentin Diego Schwartzman (14<sup>e</sup>), tombeur en cinq sets et plus de cinq heures du N.3 mondial Dominic Thiem, pour une place en finale.

# AMICAL ALGÉRIE-NIGERIA Un sérieux test pour les "Verts" après une trêve forcée de 11 mois

La sélection algérienne de football renoue avec la compétition, vendredi au Werthersee Stadion de Klagenfurt en Autriche (20h30 locales, 19h30 algériennes), en affrontant le Nigeria dans un véritable match-test intervenant après une interruption forcée de 11 mois due à la pandémie de Covid-19.

Les hommes de l'entraîneur Djamel Belmadi, dont le dernier match disputé remonte au 18 novembre 2019 à Gaborone face au Botswana (éliminatoires CAN-2021 / victoire 1-0), retrouveront en terre autrichienne les "Super Eagles" qu'ils ont éliminés en demi-finales de la CAN-2019 à l'issue d'un match épique où Riyad Mahrez avait transformé un coup-franc magistral dans les dernières secondes du match (90e+4), synonyme de qualification.



L'Algérie a ensuite été sacrée championne d'Afrique en battant en finale le Sénégal (1-0).

Pour ces "retrouvailles" entre deux grosses cylindrées du football africain, le coach algérien a fait appel à 24 joueurs évoluant à l'étranger, vu que le championnat d'Algérie est à l'arrêt depuis mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus.

Deux nouveauté aux noms apparaissent dans la liste des convoqués, celui du défenseur Abdeljalil Medioub (CD Tondela/Portugal) et du milieu de terrain Mehdi Zerkane (Girondins Bordeaux/France).

D'autres, par contre, font leur retour en sélection après une très longue absence, comme Mohamed Réda Ha-

laïmia (K. Beerschot VA, Belgique), Zinedine Ferhat (Nîmes Olympique, France) ou encore Farid Boulaya (FC Metz, France).

Parmi les grandes absences, l'on note celles du défenseur Djamel-Eddine Belamri et du meneur de jeu Youcef Belaïli.

Une non-convocation qui, cependant, est loin d'avoir constitué une surprise pour l'opinion publique, car bien avant de dévoiler la liste des 24 joueurs, le sélectionneur national avait clairement expliqué qu'il n'allait compter que sur les éléments les plus aptes. Pour pallier l'absence provisoire de Belaïli, le coach Djamel Belmadi pourra compter sur la forme éblouis-

sante de Saïd Benrahma, le meneur de jeu du club de première division anglaise, Brentford, avec lequel il ne cesse d'enchaîner les bons résultats.

Côté défensif, la défection de Belamri, qui vient de signer à Lyon, pourrait être comblée par l'apport du nouveau venu Abdeljalil Medioub, un colosse de 1,97m, âgé de 23 ans.

Il pourrait former la paire centrale avec Aïssa Mandi, si bien sûr le sélectionneur ne décline pas de décaler l'arrière-gauche Ramy Bensebaini dans l'axe pour épauler le capitaine du Betis Séville.

Concernant les autres postes, Belmadi ne devrait pas rencontrer trop de diffi-

cultés pour composer, car y disposant de la quasi totalité de ses titulaires habituels.

Le deuxième match amical des "Verts" durant ces dates Fifa allant du 5 au 14 octobre, se jouera mardi prochain contre le Mexique au Carse-Jeans Stadion de La Haye, aux Pays-Bas (21h00 locales, 20h00 algériennes).

Ces deux joutes amicales constituent pour les coéquipiers de Raïs M'bolhi un tremplin en prévision de la prochaine double confrontation contre le Zimbabwe, au mois de novembre, dans le cadre des 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN-2021, décalée à 2022 au Cameroun, en raison de la pandémie de coronavirus.

## AMICAUX - MEXIQUE Tata Martino : «Les Pays-Bas et l'Algérie, deux beaux défis»



de savoir où nous en sommes après une aussi longue période d'arrêt", a indiqué le coach de 58 ans, lors d'une conférence de presse virtuelle tenue mardi, à la veille de sa première joute amicale contre les Néerlandais.

En raison de la pandémie de nouveau coronavirus, Martino a effectué le plus gros de sa préparation avec des joueurs locaux, car

à ce moment-là, ils étaient les seuls à être disponibles. Mais les choses ont changé avec l'arrivée des dates Fifa, puisque dès le début du stage bloqué qui se déroule actuellement à Amsterdam (Pays-Bas), il a pu récupérer l'ensemble de ses joueurs professionnels qui évoluent à l'étranger.

D'ailleurs, mis à part Javier Hernandez, le sociétaire des Los Angeles Galaxy dans le championnat nord-américain de football qui n'a pas été convoqué en raison de sa réforme, les autres "stars" mexicaines sont toutes présentes aux Pays-Bas, dont Raul Jiménez (Wolverhampton), Hirving Lozano (Naples) et Edson Alvarez (Ajax). "Notre objectif consiste à maintenir notre sélection en constante progression, pour atteindre un meilleur niveau de compétition.

Ce qui lui permettra non seulement de défendre sa place en CONCACAF, mais aussi de montrer un bien meilleur visage en Coupe du monde", a poursuivi Martino.

La sélection nationale du Mexique affrontera son homologue néerlandaise mercredi soir, avant de défier l'Algérie mardi prochain à La Haye (Pays-Bas). Cette confrontation entre le Mexique et l'Algérie sera la deuxième dans l'histoire des deux sélections, après celle de 1985 dans le cadre d'un tournoi quadrangulaire préparatif à la Coupe du monde-1986. Les "Azteques" l'avaient emporté alors 2-0 à Mexico.

Le sélectionneur du Mexique, Gerardo "Tata" Martino, a présenté l'Algérie comme un sparring-partner tout aussi intéressant que les Pays-Bas, lors des matchs amicaux de préparation qui l'opposent à ces deux sélections durant ce mois d'octobre.

Les Pays-Bas et l'Algérie représentent deux beaux défis qui nous permettront

à ce moment-là, ils étaient les seuls à être disponibles.

Mais les choses ont changé avec l'arrivée des dates Fifa, puisque dès le début du stage bloqué qui se déroule actuellement à Amsterdam (Pays-Bas), il a pu récupérer l'ensemble de ses joueurs professionnels qui évoluent à l'étranger.

D'ailleurs, mis à part Javier Hernan-

## LIGUE 1 - USM ALGER Les tests Covid "tous négatifs"

La direction de l'USM Alger a annoncé mercredi que les résultats des tests PCR subis la veille par l'ensemble des membres de l'effectif seniors s'étaient "tous avérés négatifs" et le club pourra poursuivre normalement sa préparation d'avant-saison à Aïn Bénian

(Alger). Lundi, après avoir procédé à des examens sérologiques, le staff médical des "Rouge et Noir" a été alerté sur une possible contamination de quatre joueurs au Covid-19.

Il s'agit d'Oussama Chita, Adem Alilet, Abdelkrim

Zouari et Réda Boumechra. Une suspicion qui a poussé le staff médical à réagir dans l'immédiat, en procédant à des tests PCR, finalement tous négatifs.

La direction "usmiste" a assuré dans un communiqué que depuis le début de la pré-

paration d'avant-saison, "le staff médical du club a veillé au strict respect du protocole sanitaire" exigé par les instances compétentes, et ce, pour la sauvegarde de la santé des joueurs et de leurs différents staffs.

APS

## LIGUE 1 / WA TLEMCEN 13 joueurs de l'effectif de la saison passée non retenus

Treize joueurs de l'effectif de la saison passée n'ont pas été retenus par le staff technique du WA Tlemcen, nouveau promu en Ligue 1 de football, qui vient de lancer ses préparatifs pour la nouvelle saison dont le coup d'envoi devrait être donné le 28 novembre prochain, a-t-on appris mercredi de ce club.

Parmi les joueurs en question, neuf étaient encore liés à cette formation de l'Ouest du pays par des contrats qui devaient expirer en fin de saison prochaine, mais la direction du club a procédé à leur résiliation, a-t-on indiqué.

Il s'agit de Benmerzouga, Arbaoui, Oukil, Belounas, Bouflih, Messaâdia, Akid, Sbaïa et Bouchaâour.

Les quatre éléments restants, à savoir, Bourahla, Belhamri, Bencherifa et Bougueche, ont vu leurs contrats prendre fin à l'issue de l'exercice dernier, mais sans qu'ils ne soient prolongés.

Par ailleurs, l'entraîneur Aziz Abbès, qui poursuit sa mission à la tête de la barre technique des "Zianides" pour la deuxième saison de suite, s'est fixé comme objectif le maintien en Ligue 1, un palier que son équipe retrouve après sept ans d'absence, souligne-t-on de même source.

Le natif de Bordj Bou Arréridj a déjà tracé son programme de préparation d'intersaison, qu'il a réparti sur trois étapes, dont la première a débuté lundi à Tlemcen après que les différentes composantes de l'équipe ont effectué des tests PCR liés au coronavirus.

Lesquels tests n'ont donné lieu à aucun cas positif au grand bonheur du coach qui a pu ainsi lancer les préparatifs, précise-t-on.

A propos du recrutement, l'opération touche à sa fin, après l'engagement de huit nouveaux joueurs, à savoir Belalam (Olympique Médéa), Amiri (RC Arbaâ), Ibouziden (AS Aïn M'lila), Bencheikh et Belaribi (ASM Oran), Zenasni (JSM Béjaïa), Aïch (USM Bel-Abbès) et Benamrane (ASO Chlef).

La direction du club entend conclure avec une dernière recrue dans les jours à venir.

Les contacts établis avec le désormais ex-attaquant de la JS Kabylie, Belgherbi, un enfant de Tlemcen, n'ont pas abouti, le joueur ayant préféré opter pour le club voisin, l'USM Bel-Abbès, signale-t-on.

## PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الجزائر  
الدارة الإدارية بوزريعة  
بناية بوزريعة  
رقم 02/2020 ش

إعلان عن الملائمة أو عدم الملائمة

إن رئيس المجلس الشعبي البلدي بوزريعة  
بناء على القانون رقم 10/11 المؤرخ في 26/06/2011 المتضمن القانون البلدي.  
المطابق على المنشآت المتعلّقة بحدود قنصلتنا.  
بناء على الرسوم التقديرية رقم 198/06 المؤرخ في 31/05/2006 بخصم تنظيم الخطى  
على المنشآت المتعلّقة لحماية البيئة

بناء على الرسوم التقديرية رقم 144/07 المؤرخ في 19/05/2007 بحدود قنصلتنا  
المنشآت المتعلّقة لحماية البيئة

بناء على إجراء تحقيق الملائمة أو عدم الملائمة حول نشاط تجاري ملحق من نوع  
"مطعم" على مستوى العمل الكائن : رقم 02 شارع الأقطون بوزريعة والسلسل من  
طرف البناية : "مجاهدي راجح".

بناء على الإخطار والالتزامات والملاحظات حول هذا النشاط لدى مديرية الحماية والبيئ والشؤون  
الاقتصادية. مصلحة الشؤون الاقتصادية. الجناح الثاني الأول خلال مدة 15 يوما من  
تاريخ نشر هذا الإعلان.

رئيس المجلس الشعبي البلدي بوزريعة  
DK NEWS 08/10/2020

**République Algérienne Démocratique et Populaire**  
**Ministère de la Communication**

**Prix du Président de la République,  
 du Journaliste Professionnel**  
*Sixième édition, 2020*

**«La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »**

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa sixième édition, comptant pour l'année 2020, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2020.

Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

**Objectifs:**

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

**Catégories du prix :**

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

**Conditions de participation :**

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2019 - 2020.

**Thème du concours: «La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »**

**Modalités d'attribution du prix :**

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1<sup>er</sup> lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2<sup>e</sup> lauréat
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3<sup>e</sup> lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

**Dossier de candidature :**

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

**a) Pièces administratives :**

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

**b) Œuvre objet de participation :**

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

**c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :**

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

**Dépôt des dossiers :**

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

**La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 18 octobre 2020.**

**Formulaire de candidature :**

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

## Ounas prêt à Cagliari

De retour d'un prêt en provenance de Nice, Adam Ounas (23 ans) n'entre toujours pas dans les plans de Gennaro Gattuso. L'ailier international algérien va donc repartir en prêt, cette fois du côté de Cagliari avec option d'achat, a annoncé Naples ce lundi soir.



## MAN UTD : LES EXCUSES DE RASHFORD

Balayé par Tottenham (1-6), dimanche en Premier League, Manchester United a vécu une terrible humiliation à Old Trafford. Un black-out total qui a poussé l'attaquant Marcus Rashford (22 ans, 3 matchs et 1 but en Premier League cette saison) à présenter ses excuses. "Premièrement et avant tout, je suis un fan de United. C'est mon club.

Je suis tellement fier de porter ce maillot, mais il n'y a pas d'excuses. A à tous les fans du monde entier, je suis vraiment désolé. Vous méritez tellement mieux que ça. J'aurais pu rester à l'écart des réseaux sociaux ce soir, mais vous méritez de m'entendre pendant les hauts et les bas, on ne se cache pas. Je me sens horrible, mais je vous promets que nous ferons mieux", a expliqué le buteur anglais sur Twitter.



# VIRGIL VAN DIJK AFFICHE SES INQUIÉTUDES

Champion d'Angleterre en titre, Liverpool vit un début de saison contrasté avec notamment une lourde défaite sur la pelouse d'Aston Villa. Virgil Van Dijk sait que les Reds vont faire face à des difficultés cette saison.

Impressionnant et quasi imbattable tout au long de l'exercice 2019-2020, Liverpool semble enfin être redescendu sur terre. Après un premier match mouvementé face au Leeds de Marcelo Bielsa (victoire 4-3) et des succès de prestige face à Chelsea et Arsenal (2-0, 3-1), les Reds ont pris un sérieux coup derrière la nuque en s'inclinant de manière surprenante sur la pelouse d'Aston Villa sur le score de 7-2. Une défaite impressionnante qui devrait sans aucun doute laisser des marques dans tous les esprits.

Avec l'âme du capitaine sans pour autant porter le brassard réservé à Jordan Henderson, Virgil Van Dijk n'a pas hésité à prendre ses responsabilités et évoquer le futur des Reds. Lucide, il sait que cette saison post-titre promet d'être difficile, et s'attend à connaître de nombreuses difficultés face à des adversaires très préparés.

## Giroud vers la MLS ?

Olivier Giroud, un temps annoncé à l'Olympique Lyonnais voir à l'Olympique de Marseille, a fait savoir que pour lui, il n'est pas question de venir terminer sa carrière en France.

Lors de l'émission de radio Top of the Foot sur RMC, Olivier Giroud a mis les choses au clair concernant un éventuel retour en France en fin de carrière : « honnêtement, un retour en France n'est pas ma priorité, lance avec franchise le buteur de Chelsea. Ce n'est pas mon choix de carrière prioritaire. Je n'exclus rien, mais si je dois changer de cap, je suis plutôt porté aujourd'hui sur une aventure nouvelle, sur un championnat étranger. » a-t-il précisé.



## LUCAS TORREIRA REJOINT L'ATLETICO EN PRÊT

Le milieu de terrain d'Arsenal, Lucas Torreira, s'est engagé avec l'Atletico Madrid dans les derniers instants du mercato estival. Barré par la concurrence chez les Gunners, le footballeur uruguayen rejoint les Colchoneros dans le cadre d'un prêt jusqu'à la fin de la saison 2020-2021, sans option d'achat. Acheté durant l'été 2018 par le club londonien pour la somme de 28,65 millions d'euros, l'ancien footballeur de la Sampdoria Gênes ne faisait pas partie des plans de Mikel Arteta. Dans l'effectif de Diego Simeone, Lucas Torreira remplacera numériquement Thomas Partey, transféré à Arsenal pour 50 millions d'euros. Le footballeur de 24 ans n'a pas disputé le moindre match depuis le début de cet exercice et tentera de retrouver des couleurs du côté du Wanda Metropolitan.

## Mario Gotze s'engage libre au PSV Eindhoven

Le milieu de terrain de 28 ans, en fin de contrat au Borussia Dortmund, s'apprête à découvrir l'Eredivise. Le PSV a confirmé la signature de l'ancien joueur du Bayern Munich et du Borussia Dortmund, Mario Gotze, pour un contrat de deux ans.

Gotze fait l'objet d'un transfert gratuit après la fin de son deuxième passage à Dortmund à la fin de la saison 2019-20, lorsque son contrat a expiré. "J'ai eu beaucoup d'offres cet été mais je suis un homme de sensibilité et je prends mes propres décisions", a déclaré Gotze sur le site officiel du PSV. "Je me sens prêt pour un défi très différent et je suis convaincu que cela devrait être une transition très confortable pour moi", a-t-il ajouté. Le joueur de 28 ans a passé quatre saisons avec le Borussia Dortmund entre 2016 et 2020 après son retour dans le club de sa jeunesse : le Bayern. À l'origine, Mario Gotze était considéré comme l'un des plus brillants espoirs d'Allemagne, avant de voir sa carrière décliner progressivement...

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

# DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction

**A. CHERBAL**

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

RÉDACTION ADMINISTRATION

**PUBLICITE :** S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-ESPAGNE

## Le président du Gouvernement espagnol en visite officielle en Algérie à partir de mercredi

Le président du Gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, effectuera à partir de mercredi une visite officielle de deux jours en Algérie, à la tête d'une importante délégation, indique mardi un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président du Gouvernement espagnol, M. Pedro Sanchez, effectuera, à partir du 7 octobre 2020, une visite officielle de deux jours en Algérie, à la tête d'une importante délégation, au cours de laquelle il rencontrera le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et tiendra une séance de travail avec le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad", précise le communiqué.



ALGÉRIE-ESPAGNE

## La Directrice de la garde civile espagnole en visite en Algérie (MDN)

La Directrice de la Garde civile espagnole, Maria Gamez a effectué, mardi, une visite d'une journée en Algérie, dans le cadre de la coopération militaire entre les deux pays, a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"La Directrice de la Garde civile espagnole est arrivée, mardi le 06 octobre 2020, en Algérie pour une visite d'une journée, dans le cadre de la coopération militaire entre l'Algérie et l'Espagne", lit-t-on dans le communiqué.

"Le Général Gouasmia Noureddine, Commandant de la Gendarmerie nationale (GN) a reçu la Directrice de la Garde civile espagnole et la délégation l'accompagnant, au siège du Commandement de la GN", précise le ministère de la Défense nationale, ajoutant que

lors d'une séance de travail, les deux parties ont abordé les voies et moyens de coopération et d'échange d'expertises entre la GN et son homologue espagnol, en matière de sécurité publique et de lutte contre le crime organisé".

La 2<sup>e</sup> étape de la visite a eu lieu "au siège du Commandement des Forces navales, où la délégation a été reçue par le Général Châalal Abdelaziz, Commandant du service national des garde-côtes relevant du Commandement des Forces navales", selon le communiqué. A cet effet, une réunion de travail a été consacrée aux "domaines de coopération et de coordination entre les deux pays en matière de sécurité maritime, outre la visite d'unités flottantes de garde-côtes", conclut le communiqué.

POLITIQUE - MÉDIAS

## Le mensuel Afrique-Asie évoque un "grand retour" de l'Algérie sur la scène internationale

Le mensuel d'analyse politique, économique, sociale et culturelle "Afrique-Asie" a consacré à l'Algérie, un pays qui "tient à sa souveraineté et à son rôle d'Etat pivot" dans le monde, un article intitulé "Le grand retour de l'Algérie sur la scène internationale".

D'emblée, l'auteur de l'article écrit : "Ceux qui avaient parié sur le repli de l'Algérie sur elle-même suite à une année de Hirak, une crise économique générée par la chute des prix des hydrocarbures et la pandémie du covid-19, auront été pour leurs frais".

Il a ajouté : "Contrairement aux cassandres médiatiques, issus majoritairement du microcosme néocons, qui n'avaient cessé de surfer sur ces questions dans l'espoir de déstabiliser un pays qui tient à sa souveraineté et à son rôle d'Etat pivot notamment dans le Maghreb, la Méditerranée, l'Afrique subsaharienne et dans le reste du monde, l'Algérie est non seulement debout, mais s'en sort plutôt mieux que la plupart des pays avancés, que ce soit dans la lutte contre la pandémie, la diversification de son économie et l'application de la feuille de route concernant la réforme de ses institutions et la révision de son statut. Mais aussi et surtout par son

rôle grandissant dans le concert des nations". Il a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a entamé, après son investiture à la tête de la magistrature suprême, la mise en œuvre des réformes structurelles qu'il avait inscrites dans son programme de campagne, surtout, la révision de la constitution, affirmant que désormais "la machine à réformer est en marche".

"Cet engagement pour une nouvelle république solidaire et prospère, qui s'inspire des fondamentaux du 1<sup>er</sup> Novembre et qui se traduit par une mise en application des revendications politiques, sociales, économiques du + Hirak béni+, a mis en échec les tentatives déstabilisatrices de certaines officines étrangères qui manipulaient les courants les plus nihilistes au sein du Hirak", estime-t-il.

Il a souligné que M. Tebboune a, dès son élection, clairement défini les grandes lignes de sa politique étrangère, née "dans la guerre de libération nationale, quand une délégation du FLN avait participé à la Conférence de Bandung en 1955" et qui a comme fondements : "non-ingérence, respect du droit international, construction d'un nouvel ordre

politique et économique mondial, droit des peuples à l'autodétermination et soutien aux peuples colonisés".

Concernant la question libyenne, "Afrique-Asie" a indiqué que "la Conférence de Berlin sur la Libye en janvier dernier a donné une tribune mondiale à l'Algérie à travers laquelle le nouveau président a fait entendre la voix de son pays. Il y a réaffirmé ce qu'il avait toujours répété, à savoir qu'il revient aux seuls Libyens-tous les Libyens sans exclusive- de prendre leur destin en mains, avec l'aide des pays voisins". Parallèlement, ajoute-t-il, "la diplomatie algérienne s'active sur le front malien, indissociable du front libyen", rappelant que "le président Tebboune a dépêché son ministre des Affaires étrangères à Bamako à deux reprises en quelques semaines pour proposer l'activation du plan algérien de paix et de réconciliation, à la demande de toutes les parties maliennes, y compris la nouvelle junte militaire", et ajoutant que "même la France, embourbée dans les sables mouvants du Sahel est désormais demandeuse de l'assistance d'Alger".

"Afrique-Asie" a aussi mentionné que le retour de l'Algérie sur la scène internationale

"a été également confirmée par la récente visite du secrétaire à la Défense américain, Mark Esper, la première d'un aussi haut responsable américain depuis 2006 (Visite de Donald Rumsfeld)".

"Cette visite historique qui intervient dans une période charnière de l'histoire des Etats-Unis, soit près d'un mois avant l'élection présidentielle capitale prévue le 3 novembre, n'est pas du goût de certains médias américains adeptes du régime change, un concept cher aux mal nommés printemps arabes et révolutions de couleur", a-t-il fait remarquer, citant le cas du New York Times, "un média qui s'est très souvent trompé dans ses analyses, particulièrement lorsqu'il s'agit du monde arabe qu'il voit à travers ses lunettes sionistes".

Le mensuel d'analyse a ajouté que ce média américain "plutôt que de s'acquitter de son devoir d'informer, il se perd dans les méandres du politiquement correct et du conformisme idéologique au service de l'Etat profond américain", soulignant qu'"il s'est trompé sur l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Palestine, le Venezuela, la Russie et maintenant sur l'Algérie".

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

## Multiples opérations de "qualité" menées par l'ANP en une semaine

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont effectué, entre le 30 septembre et le 6 octobre dernier, de multiples opérations aux résultats de "qualité", dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 30 septembre au 6 octobre 2020, de multiples opérations aux résultats de qualité qui reflètent le

haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et en continuité des efforts "intenses visant à contrecarrer le phénomène du narcotrafic dans notre pays", des détachements de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale lors de deux opérations distinctes, à Bechar, "six (6) narcotrafiquants et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à 10 quintaux et 80 kilogrammes", relève le communiqué.

Dans le même contexte, un

autre détachement de l'ANP "a arrêté, en coordination avec les services de la Sureté nationale à Alger, deux (2) narcotrafiquants en possession de 116,543 kilogrammes de kif traité et une somme d'argent estimée à 895 millions de centimes, alors que huit (8) autres narcotrafiquants ont été appréhendés en possession de 149 kilogrammes de la même substance, 25811 comprimés psychotropes et 6156 unités de différentes boissons lors de différentes opérations menées à Tlemcen, Batna, Tébessa, El-Oued, Béjaïa et Sétif".

D'autre part, les services de la Gendarmerie nationale ont arrêté 12 individus et saisi 15 fusils de chasse, 100 kilogrammes de

poudre noire, 13047 cartouches, 1870 capsules et 101363 unités d'articles pyrotechniques, à Annaba, Sétif, Oum El-Bouaghi, Mila, Tébessa, Béchar et Ouargla, alors que d'autres détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté à Tamanrasset, In-Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djinet, 77 individus et saisi 24 véhicules tout-terrain, 3 camions, 7 motocyclettes, 5 détecteurs de métaux, 118 groupes électrogènes, 90 marteaux piqueurs, 44 sacs de mélange de pierres et d'or brut, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpillage illicite, ainsi que 1,98 tonne de denrées alimentaires destinées à la contrebande.

De même, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 13720 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk-Ahras, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf. Dans un autre contexte, les Garde-côtes et les services de la Gendarmerie nationale "ont réussi à mettre en échec des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 169 personnes à bord d'embarcations pneumatiques et artisanales à Oran, Tlemcen, Skikda et Chlef, alors que 10 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, Relizane, El-Tarf et Tébessa", conclut le MDN.

APS